Bâtir un Canada meilleur

Votre philanthropie en action

Rapport annuel 2016

INSTITUT
C.D. HOWE
INSTITUTE

Notre mission

L'Institut C.D. Howe est un institut de recherche indépendant à but non lucratif dont la mission est d'élever le niveau de vie en favorisant l'adoption de politiques publiques saines sur le plan économique. Généralement considéré comme l'un des groupes de réflexion les plus influents, l'Institut est une source digne de foi de connaissances indispensables en matière de politiques au Canada; il se distingue par sa recherche non partisane, fondée sur des preuves et revue systématiquement par un groupe d'experts.

En célébration du 150e anniversaire du Canada!

Le conseil d'administration en 2016

Président

Hugh L. MacKinnon
Président et directeur général, Bennett Jones LLP

Vice-président

Brian M. Levitt, O.C.
Président du conseil, Groupe Banque TD

Président-directeur général

William B.P. Robson
Institut C.D. Howe

Administrateurs

Elyse Allan, C.M.
Présidente-directrice générale, GE Canada inc.

Charles Brindamour
Chef de la direction, Intact Corporation financière

Scott Burns
Président du conseil, BURNCO Group of Companies

Dianne Craig
Présidente et chef de la direction, Ford du Canada Limitée

Hélène Desmarais, C.M., c.r., LL.D.
Présidente du conseil et chef de la direction, Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal

Victor G. Dodig
Président et chef de la direction, Banque Canadienne Impériale de Commerce

N. Murray Edwards
Président, Ensign Energy Services Inc.

Sheldon Elman, M.D.
Président et fondateur, Medisys Health Group Inc.

Gordon J. Fyfe
Chef de la direction et directeur des placements, British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC)

Blake C. Goldring, M.S.M., LL.D., CFA
Président et chef de la direction, AGF Management Ltd.

Bruce Gordon
Président, Financière Manuvie Canada

Paul J. Hill
Président et chef de la direction, Harvard Developments Inc., A Hill Company

Tom Jenkins, O.C.
Président, OpenText Corporation

Brian K. Johnston, CPA, CA
Chef de l'exploitation, Mattamy Homes

Rich M. Kruger
Président et chef de la direction, Imperial Oil Limited

Richard Legault, CPA, CA
Associé directeur principal et président exécutif, Brookfield BRP Canada Corp

Jeffrey Lozon, C.M.
Chef de la direction, Lozon Associates

Cyrus Madon
Associé directeur principal, Brookfield Asset Management Inc.

Chuck V. Magro
Président et chef de la direction, Agrium Inc.

Ronald P. Mathison, CA, CBV, CFA
Président, Matco Investments Ltd.

Al Monaco
Président-directeur général, Enbridge Inc.

Heather Munroe-Blum, O.C., c.r., Ph.D., F.R.S.C.
Présidente, Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Gilles G. Ouellette
Chef de groupe, BMO Gestion de patrimoine, et vice-président, BMO Groupe financier International

Aaron W. Regent, FCPA, FCA
Fondateur et associé directeur, Magris Resources Inc.

Donald S. Reimer, LL.D.
Président du conseil et chef de la direction, Reimer Express World Corp.

Stephen Smith
Président et chef de la direction, First National Financial LP

William B. Thomas, FCPA, FCA
Président, région des Amériques, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Leonard Waverman, Ph.D.
Doyen, DeGroote School of Business, Université McMaster

Alfred G. Wirth
Président et directeur des investissements, HNW Management Inc.

Le groupe de réflexion le plus primé

L'Institut C.D. Howe a remporté plus de prix en recherche que tout autre groupe de réflexion canadien, y compris plus du quart de tous les prix Purvis, le plus grand honneur au Canada en matière de textes sur la politique économique.

Produits essentiels

66
rapports de qualité supérieure de recherche et de conseils sur les politiques

82
événements informels exclusifs

Stimulant les débats

8 569
mentions dans les médias canadiens et internationaux

4 288
mentions dans les médias sociaux

584 037
pages vues sur le site Web

Touchant les gouvernements

46
présentations d'information sur les politiques

Stimulant les débats

141
entrevues

221
mentions dans le *Globe and Mail* et le *National Post*

Mot du président du conseil

Hugh L. MacKinnon
Président du conseil, Institut C.D. Howe

La mission de l'Institut C.D. Howe est simple : **améliorer le niveau de vie des Canadiens en favorisant des politiques publiques solides sur le plan économique**. Alors que les citoyens de l'ensemble du pays célèbrent notre 150e anniversaire, l'Institut tire une grande fierté de ses nombreuses décennies de contributions à la place enviable du Canada en tant que leader économique mondial.

En tant que président du conseil d'administration, je contribue à surveiller la gouvernance de l'Institut au nom de ses principaux intervenants, à savoir les personnes, associations, sociétés, établissements d'études postsecondaires et fondations qui font des dons si généreux pour appuyer notre travail sur les politiques.

Comme l'indique le présent rapport, l'Institut a fait des contributions d'une variété impressionnante au discours public canadien en 2016, avec la tenue de 82 activités sur les politiques, un nombre record, et la publication de 66 rapports de recherche et de conseils sur les politiques. Ce travail a généré plus de 8 000 mentions dans les médias canadiens et internationaux et plus d'un demi-million de vues sur les pages Web.

Au nom du conseil d'administration, je souhaite remercier Bill Robson, le président-directeur général de l'Institut, pour sa direction indéfectible, et Duncan Munn, vice-président principal et chef de l'exploitation, qui veille à ce que l'Institut soit exploité de façon allégée et très efficace, en dépit de son financement relativement modeste. Nous remercions également l'équipe de recherche extraordinaire, les chercheurs et le personnel de l'Institut pour une nouvelle année de réalisations exceptionnelles.

J'ai le plaisir de saluer Dianne Craig, Murray Edwards, Richard Legault, Heather Munroe-Blum et William B. Thomas, qui ont quitté le conseil d'administration en 2016. Je les remercie pour leurs précieux services. L'an dernier, nous avons accueilli avec plaisir Gordon Fyfe, Rich Kruger et Cyrus Madon au sein du conseil d'administration.

Pour terminer, nous rendons hommage aux membres et aux amis de l'Institut. Votre appui philanthropique permet à l'Institut de travailler à la réalisation d'un Canada plus fort et plus prospère. Merci.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Hugh L. MacKinnon

Mot du président-directeur général

William B.P. Robson
Président-directeur général,
Institut C.D. Howe

Le 150e anniversaire du Canada représente un moment approprié pour nous pencher sur les nombreuses réalisations de notre pays, dont la moindre n'est pas le dynamisme économique qui se trouve à la base de la réussite de nos entreprises, de la qualité de nos services publics et des niveaux de vie de nos citoyens.

Bien que l'Institut C.D. Howe ne soit pas aussi vieux que le pays, il fournit depuis plus d'un demi-siècle des analyses et des conseils qui font autorité sur les politiques économiques importantes pour la prospérité. Et cet historique de succès est le résultat direct des contributions intellectuelles et financières des membres et des partisans de l'Institut.

Ce soutien a permis à l'Institut C.D. Howe de se faire entendre sur l'ensemble des politiques économiques. Dans les domaines où le travail de l'Institut a changé les choses pour le mieux, on peut citer la libéralisation du commerce international et des investissements, le contrôle de l'inflation et le développement d'objectifs d'inflation, la transparence des rapports financiers des gouvernements, les réformes permettant d'assurer la viabilité du Régime de pensions du Canada et de la Régie des rentes du Québec, des politiques qui affectent des secteurs majeurs comme la fabrication, l'énergie, les services financiers, les télécommunications et le transport, ainsi que des changements favorisant la croissance apportés à l'impôt personnel et des entreprises et aux taxes de vente.

Des changements plus récents illustrent la manière dont le travail de l'Institut continue à aider les Canadiens et les gouvernements de tous les ordres à formuler et à aborder les défis dans ces domaines et dans d'autres.

Suite à la page suivante...

Mot du président-directeur général (suite)

L'année 2016 a vu la signature de l'Accord économique entre le Canada et l'Union européenne, représentant la dernière réduction majeure des obstacles au commerce et à l'investissement à l'étranger. Le gouvernement fédéral a également annoncé des plans visant à réduire les restrictions sur la propriété étrangère des compagnies aériennes nationales. La Banque du Canada a renouvelé son entente relative à l'objectif d'inflation pour cinq années supplémentaires avec un objectif de 2 %, évolution qui aurait paru inconcevable autrefois.

La qualité des rapports financiers des ordres supérieurs de gouvernement au Canada a continué à s'améliorer : le rapport annuel et les états financiers consolidés 2016 de l'Ontario ont consacré une section aux catégories de responsabilisation fiscale de l'Institut. Et au niveau municipal, Toronto a annoncé des plans pour utiliser le financement par de nouvelles taxes foncières – une forme innovante de financement préfigurée dans la recherche de l'Institut – comme part importante du financement de son plan Smart Track, et les municipalités du Québec ont emboîté le pas.

Le gouvernement fédéral a éliminé les quotas de transport de céréales pour les chemins de fer, comme le recommandait le travail de l'Institut C.D. Howe, ce qui représente un grand pas en avant pour les chemins de fer et leurs autres clients. Le gouvernement de l'Alberta a adopté des recommandations tirées de son examen des redevances en matière de pétrole et de gaz qui suivraient les recommandations de l'Institut visant à rendre le système plus semblable à un impôt sur les excédents de trésorerie.

Bien entendu, il reste encore beaucoup de choses à faire : comme le documentent les pages suivantes, les produits de l'Institut C.D. Howe en 2016 ont couvert des changements souhaitables aux politiques dans des domaines aussi variés que les taxes à la consommation, les pensions, les communications, la prestation de services dans les grandes villes canadiennes, la gouvernance du secteur de l'électricité et le maintien des soins aux personnes âgées. Et l'Institut a lancé un programme de recherche majeur visant à aborder les problèmes du Canada en matière de capital humain, en jetant un œil neuf sur la prévalence des emplois non conventionnels.

En plus de ses produits écrits, l'Institut C.D. Howe encourage les discussions éclairées. Nos conseils sur les politiques, nos déjeuners tables rondes et nos événements spéciaux rassemblent des décideurs, des dirigeants commerciaux, des universitaires et d'autres experts pour échanger des faits, des analyses et des points de vue. Ici aussi, l'Institut prospère dans la tradition de débat courtois et ouvert du Canada, à laquelle il contribue.

Je suis fier de souligner les contributions de tant de membres éminents de la communauté de l'Institut aux réalisations documentées dans le présent rapport annuel. Je salue mes collègues, les membres du conseil d'administration, les chargés de recherche de l'Institut et les nombreux dirigeants du monde des affaires, du gouvernement, du monde universitaire et des professions qui soutiennent notre travail. Je suis sincèrement reconnaissant à ces personnes, ainsi qu'à nos membres, nos abonnés et nos donateurs. Grâce à votre soutien, l'Institut commence l'année 2017 plus fort que jamais et contribuera au dynamisme et à la prospérité du Canada au cours des années à venir.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
William B.P. Robson

Merci pour vos dons de bienfaisance

Don de
100 000 $
en 2016

J'appuie l'Institut C.D. Howe parce qu'en plus d'effectuer d'excellentes recherches, il attire des conférenciers fantastiques issus du monde des affaires, du gouvernement, des universités et du secteur sans but lucratif à ses dîners et soupers informels sur des enjeux importants en matière de politiques publiques.

– Don Johnston, membre du conseil consultatif, BMO Marchés des capitaux

Don de
30 000 $
en 2016

« Pourquoi devrions-nous appuyer l'Institut? Parce que ce n'est que grâce au soutien de la société civile qu'une voix importante comme l'Institut C.D. Howe peut survivre. »

– Hélène Desmarais, C.M., présidente du conseil et chef de la direction, Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal

Dons et subventions importants en 2016

C'est le soutien privé qui rend possible le travail de l'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance. Les gens sont souvent étonnés de voir les ressources modestes dont nous disposons. Nous n'avons qu'un seul bureau et une trentaine d'employés. Nous n'avons ni fondations dans les huit chiffres ni subvention gouvernementale pluriannuelle majeure. Tous les dons sont purement philanthropiques : l'Institut n'accepte aucun don accompagné d'une demande de résultat prédéterminé ou qui nuit de toute autre façon à l'autonomie de son personnel et de ses auteurs.

Les dons importants ciblés et les commandites d'événements permettent à nos partisans d'augmenter les capacités de l'Institut en matière de recherche et de diffusion dans des domaines d'intérêt spécifiques. Ils viennent compléter la campagne d'adhésion annuelle, renforçant l'Institut et lui permettant de recruter des chercheurs et de soutenir des programmes qui améliorent sa capacité à élaborer des solutions innovantes aux défis en matière de politique. Nous tenons à remercier les donneurs et commanditaires suivants :

Dons importants provenant de particuliers

James C. Baillie
Scott Burns
Peter Bethlenfalvy
Jack Cockwell
John Crow
Ed Clark (Clark Family Foundation)
Malkin Dare
Hélène Desmarais
Wendy Dobson
Paul Fletcher
Malcolm P. Hamilton
G.R.Heffernan
John et Rebecca Horwood
Richard Howson (The Petman Foundation)
Tom Jenkins
Donald K. Johnson
Brian et Colleen Johnston
Thomas E. Kierans
David Powell
Don Reimer
Craig C. Thorburn

Subventions majeures de la part d'organisations

AIMCo
Amgen Canada
Atco Group
Aurea Foundation
BIOTECanada
British Columbia Investment Management Corporation
Caisse de dépôt et placement du Québec
Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Chambre de commerce du Canada
Association canadienne d'études fiscales
Conference for Advanced Life Underwriting
CPA Canada
Crabtree Foundation
Fondation John Dobson
Fondation canadienne Donner
Lotte and John Hecht Memorial Foundation
Bureau d'assurance du Canada
Hal Jackman Foundation
Johnson & Johnson Inc. Canada
Mattamy Homes
Fondation Max Bell
OMERS
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Power Corporation
PSP Investments
Agence de santé publique du Canada
Rogers Communications
The Rotman Family Foundation
Toronto Financial Services Alliance
The Wilson Foundation

Mot du vice-président principal et chef de l'exploitation

Duncan Munn
Vice-président principal et chef de l'exploitation

L'année 2016 a connu une croissance continue du nombre d'adhésions et des dons philanthropiques à l'Institut. Cela a permis la réalisation d'investissements stratégiques dans ses événements et ses programmes de sensibilisation. Par conséquent, nous avons pu solidifier notre position en tant que source indépendante et digne de foi de conseils indispensables sur les politiques.

Voici les réalisations de l'Institut relativement à ses objectifs opérationnels fondamentaux en 2016 :

Objectif – Augmenter la participation des intervenants et augmenter la valeur de l'adhésion

Résultat :

83 % ont déclaré que leur adhésion avait une grande valeur en 2016. Cela est attribuable en grande partie à l'accent de l'Institut sur l'augmentation de la proposition de valeur pour les membres, la mise en œuvre de stratégies de tarification visant l'acquisition de membres, et l'approfondissement des relations avec nos membres solides et fidèles. Par conséquent, les contributions des membres d'entreprise ont atteint un niveau record et les revenus découlant de nouvelles adhésions augmenter de plus de 100 %. L'année 2016 a également connu le lancement de notre série de conférences téléphoniques Inside Access, qui procure aux membres un accès inégalé aux auteurs de l'Institut et aux conseils sur les politiques.

Suite à la page suivante...

Stephen Poloz

Objectif – Étendre la portée des événements de l'Institut et augmenter le chiffre d'affaires

Résultat :

Une liste de conférenciers tels que Christine Lagarde, Stephen Poloz et Frank McKenna a contribué à faire de l'année 2016 une autre année faste pour l'Institut C.D. Howe. Une augmentation de 10 % de la participation, associée à des programmes innovants, comme la blockchain, les obligations de reprise privée et notre sommet annuel sur les politiques en matière de santé, a également entraîné un accroissement du revenu et une augmentation de 10 % du surplus en fin d'exercice. L'année 2016 a également connu une augmentation de 30 % du nombre de soupers et de conférences organisés par l'Institut.

Objectif – Améliorer la position de l'Institut comme principal porte-parole du Canada sur des questions essentielles en matière de politique publique

Résultat :

En 2016, l'Institut a exercé une plus grande influence en ce qui concerne les mentions dans les médias nationaux, en plus de réaliser une croissance solide sur ses circuits de médias sociaux et le trafic sur son site Web. Nous avons également lancé notre blogue Intelligence Memos, qui a permis à l'Institut de fournir des réponses rapides et opportunes à des questions pressantes en matière de politiques, comme les retombées du Brexit et les élections américaines. Le lancement de l'appli C.D. Howe a également mis des nouvelles quotidiennes en matière de conseils sur les politiques à votre portée.

En tant qu'organisation philanthropique, l'Institut C.D. Howe n'aurait pas atteint ces résultats sans le soutien solide et fidèle de ses membres, l'implication de dirigeants politiques et de chercheurs de l'ensemble du pays, et le travail acharné et les compétences de mes collègues. Merci d'avoir aidé l'Institut à faire une contribution positive à l'avenir du Canada grâce à l'élaboration de politiques publiques essentielles qui améliorent le niveau de vie de tous les Canadiens.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Duncan Munn

La mission de recherche de l'Institut en 2016

Daniel Schwanen
Vice-président de la recherche

L'équipe de recherche de l'Institut a pour mission d'éclairer les enjeux importants et les choix en matière de politiques auxquels font face les décideurs canadiens du secteur public et du secteur privé, et de leur fournir des options solides en matière de politique économique.

La recherche de l'Institut C.D. Howe est organisée autour de domaines de compétences clés. Dans neuf de ces domaines, les efforts de recherche sont soutenus par des conseils consultatifs qui représentent une vaste expérience pratique du gouvernement, du monde des affaires et des professionnels dans les domaines en question, combinée avec de solides perspectives universitaires.

En 2016, l'Institut a lancé son Conseil sur le capital humain, qui appuie la recherche sur les questions politiques liées à l'éducation, aux compétences, à la formation, au marché du travail, à l'immigration et aux tendances démographiques. Avec le soutien du Conseil sur le capital humain, l'accent renouvelé mis sur ces questions essentielles pour la réussite et le bien-être des Canadiens a déjà contribué à amplifier considérablement l'influence du travail de l'Institut dans ce domaine.

L'Institut souhaite maximiser l'influence des ressources qu'il consacre à la recherche. Dans ce but, chaque rapport de recherche de l'Institut doit satisfaire à un test à trois volets, à savoir : la pertinence pour un enjeu politique important pour les Canadiens; la capacité à présenter des recommandations opportunes et constructives en matière de politiques relativement à cet enjeu ou à contribuer à la compréhension de celui-ci; et la capacité de l'Institut de réaliser le projet dans le contexte de ses ressources et engagements généraux.

La cohérence du programme de recherche dans tous les domaines est également assurée par l'exigence que chaque rapport de l'Institut C.D. Howe aborde au moins un de ces quatre défis globaux : générer une croissance économique et

Suite à la page suivante...

Christine Lagarde

une prospérité plus solides, assurer la stabilité et la viabilité fiscales et financières, encourager de meilleures occasions pour les Canadiens d'améliorer leur bien-être, et améliorer l'efficacité de nos institutions économiques et de politiques sociales.

Le travail de l'Institut est réalisé strictement de manière non partisane et ses auteurs externes doivent divulguer tout conflit d'intérêts. L'Institut n'accepte aucun don conditionnel à ce que la recherche tire une conclusion donnée ou soutienne une politique particulière, ou qui nuirait à l'indépendance d'un auteur d'une façon quelconque.

Les publications à comité de lecture constituent le fondement des résultats de recherche de l'Institut. La qualité de ces publications est fondée sur le processus externe de lecture critique exhaustive et de pointe. L'intégrité de ce processus externe de lecture critique est elle-même évaluée une fois par an dans le cadre d'une vérification officielle effectuée par des universitaires ou d'autres experts.

Le nombre de publications à comité de lecture de l'institut augmente régulièrement depuis 2014. De plus, les résultats de recherche de l'Institut comprennent également les huit rapports annuels de notre Conseil de politique monétaire, ainsi que des rapports de conférence occasionnels, des discours et des présentations, des traductions et de nombreux éditoriaux publiés sur les plateformes médiatiques clés du Canada, entraînant un mélange dynamique de résultats de recherche adaptés à différentes occasions et à nos différents publics.

Dans cette veine, une nouvelle publication de l'Institut, qui est immédiatement devenue populaire, a vu le jour en 2016 : « Intelligence Memo », un blogue dont les billets sont écrits sous la forme de conseils opportuns et raisonnés aux décideurs concernant les enjeux clés auxquels ils font face. Parmi les auteurs contribuant à « Intelligence Memo », on peut citer les experts internes de l'Institut, des chargés de recherche externes et d'autres auteurs, ainsi que des experts et décideurs extérieurs très bien renseignés. Je vous encourage à lire le blogue « Intelligence Memo » pour obtenir un point de vue expert bref et accessible concernant les enjeux politiques importants du jour.

Nous avons atteint ce moment opportun où il convient de reconnaître les énormes contributions intellectuelles faites par les membres des Conseils et les autres membres de l'Institut, les chargés de recherche, les auteurs et les lecteurs critiques experts venant du Canada et d'ailleurs, à la qualité de nos délibérations ainsi qu'à la pertinence et la qualité de nos résultats de recherche. La réputation de l'Institut en matière d'analyse faisant autorité doit beaucoup à leurs points de vue et à leurs conseils, qui découlent d'un engagement partagé à améliorer la vie des Canadiens grâce à de bonnes politiques publiques. Nous leurs sommes tous profondément reconnaissants.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Daniel Schwanen

Équipe de recherche

William B.P. Robson
Président-directeur général

Daniel Schwanen
Vice-président de la recherche

Alexandre Laurin
Directeur de la recherche

Colin Busby
Codirecteur de la recherche

Benjamin Dachis
Codirecteur de la recherche

Jeremy Kronick
Analyste de politique principal

Parisa Mahboubi
Analyste de politique principal

Rosalie Wyonch
Analyste de politique

Aaron Jacobs
Chercheur

Ramya Muthukumaran
Chercheur

Farah Omran
Chercheur

Kristine Gray
Coordonnatrice principale, adjointe à la recherche et de direction du vice-président de la recherche

Les lecteurs critiques de l'Institut en 2016

Les publications de l'Institut C.D. Howe subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous remercions les lecteurs critiques suivants pour leur appui en 2016 :

Jeff Aarssen
Great-West Lifeco Inc.
George Addy
Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Richard Alvarez
Richard Alvarez & Associates
Keith Ambachtsheer
Université de Toronto
Anita Anand
Université de Toronto
Richard Anderson
i2 Ideas & Issues Advertising
James Arnett
David Bahan
Ministère des Finances du Québec
James Baillie
Albert Baker
Deloitte
Steve Baker
Union Gas Limited
Noel Baldwin
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada
Randall Bartlett
L'Institut des finances publiques et de la démocratie
Milos Barutciski
Bennett Jones LLP
Randy Bauslaugh
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Andy Baziliauskas
Charles River Associates
Charles Beach
Université Queen's
Robert Bell
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario
Simom Bergeron
Ministère des Finances du Québec
Dale Beugin
Commission de l'écofiscalité du Canada
Andrew Binkley
Opalux Inc.
Richard Bird
Université de Toronto
Robert Bish
Université de Victoria
Åke Blomqvist
Université Carleton
Robin Boadway
Université Queen's
Stephen Bonnar
Neil Bouwer
Ressources naturelles Canada
Marcel Boyer
Université de Montréal
Donald Brean
Université de Toronto
Timothy Brennan
University of Maryland Baltimore County
Charles Brindamour
Intact Corporation financière
Robert Brown
Université de Waterloo
Bram Cadsby
Université de Guelph
Edward Carmichael
Ted Carmichael Global Macro
Denise Carpenter
Association canadienne des pharmacies de quartier
Larry Chapman
Association canadienne d'études fiscales
Jeffrey Church
Université de Calgary
Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting Inc.
R. J. Clapp
Municipalité régionale de Durham
Stephen Clarkson
Université de Toronto
Scott Clausen
Mercer
Tom Closson
Tom Closson Consulting
David Collyer
John Crean
Université de Toronto
Philip Cross
Institut C.D. Howe
Geoff Cross
Translink
John Crow
Kevin Dancey
Wendy Dobson
Rotman School of Management
David Dodge
Bennett Jones LLP
Christopher Donnelly
Manuvie
Joseph Doucet
Université de l'Alberta
Don Drummond
Université Queen's
Pierre Duguay
Kim Duxbury
Financière Sun Life Inc.
Vicky Eatrides
Bureau de la concurrence Canada
Timothy Egan
Association Canadienne du Gaz
Rick Ekstein
Weston Forest
Jim Ellis
Alberta Energy Regulator
Herbert Emery
Université du Nouveau-Brunswick
Drew Fagan
Institut C.D. Howe
William Falk
PwC LLP
Tariq Fancy
The Rumie Initiative
Thomas Fleming
Université de Victoria
William Forward
Mowat Centre for Policy Innovation
Stephen Frank
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Daniel Gagnier
Michael Green
Inforoute Santé du Canada
James Greene
Ministère des Finances Canada
Jeffrey Griffiths
Frank Guse
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC)
Michael Hart
Université Carleton
Gabriel Hayos
CPA Canada
Lawrence Herman
Herman & Associates
Michael Horgan
Bennett Jones LLP
Ross Hornby
GE Canada
Fred Horne
Horne and Associates

Philip Howell
Gary Hufbauer
Peterson Institute for International Economics
Bill Hughes
Municipalité régionale de York
Patrice Impey
Ville de Vancouver
Henry Jackman
E-L Financial Corporation Limited
Lesley Jacobs
Université York
Paul Jenkins
Université Carleton
David Johnson
Université Wilfrid Laurier
Alexandra Johnston
Shell Canada Limitée
Cally Jordan
Université de la Saskatchewan
Bruce Kennedy
Teachers' Pension Board of Trustees
Gary Kent
Cité de Mississauga
Paul Klemperer
Université d'Oxford
Thorsten Koeppl
Université Queen's
Paul Kovacs
Société d'indemnisation en matière d'assurances
Matthew Kronby
Bennett Jones LLP
David Laidler
Université Western Ontario
Gord Lambert
GRL Collaboration for Sustainability Incorporated
Stéphane Landry
Brookfield BRP Canada Corp
Paul Lanoie
HEC Montréal
Eric Lascelles
RBC
Nicholas Le Pan
Richard Legault
Brookfield BRP Canada Corp
Peter Levitt
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC)
Huston Loke
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
David Longworth
Université Queen's
James MacGee
Université Western
Michael Martin
Angelo Melino
Université de Toronto
Michael Mendelson
Caledon Institute of Social Policy
Eric Miller
Université de Toronto
Kevin Milligan
Université de la Colombie-Britannique
Al Monaco
Enbridge Inc.
Fabrice Morin
Power Corporation du Canada
John Murray
Mahmood Nanji
Ministère des Finances de l'Ontario
David Naylor
Santé Canada
Dwight Newman
Université de la Saskatchewan
Dave Nikolejsin
BC Ministry of Natural Gas Development
David O'Toole
Institut canadien d'information sur la santé
Nick Pantaleo, FCPA, FCA
Rogers Communications Inc.
Michael Parkin
Université Western Ontario
Jeanette Patell
GE Canada
Ito Peng
Université de Toronto
Jim Pesando
Université de Toronto
Marc-André Pigeon
Association canadienne des coopératives financières
Brian Postl
Université du Manitoba
John Richards
Université Simon Fraser
Benoît Robidoux
Emploi et développement social Canada
Marshall Rothstein
Hunter Litigation Chambers
Nicholas Rowe
Université Carleton
Marcel Saulnier
Santé Canada
Tammy Schirle
Université Wilfrid Laurier
Marla Schwartz
Benecaid Health Benefit Solutions Inc.
Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier
Noeline Simon
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Samir Sinha
Mount Sinai Hospital
Andrew Sjogren
Mattamy Homes
Enid Slack
The Munk School of Global Affairs, Université de Toronto
Gregor Smith
Université Queen's
Grant Sprague
Miller Thomson LLP
Andrea Stairs
eBay Canada
Rick Stewart
Ministère des Finances Canada
Richard Stursberg
Canadian Satellite Communications Inc.
Michael Sutherland
Hatch
Catrina Tapley
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Almos Tassonyi
Université de Calgary
GordonThiessen
Peter Tomlinson
Université de Toronto
Michael Trebilcock
Université de Toronto
François Vaillancourt
Université de Montréal
Michael Veall
Université McMaster
Steve Verheul
Affaires mondiales Canada
Claudia Verno
Exportation et Développement Canada
Fred Vettese
Morneau Shepell
Konrad von Finckenstein
Edward Waitzer
Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.
David Walker
Université Queen's
Michael Wernick
Bureau du Conseil privé
Thomas Wilson
Université de Toronto
Pamela Winsor
Medtronic of Canada Ltd.
Moin Yahya
Université de l'Alberta
Mark Zelmer

La recherche en 2016

Politique budgétaire et fiscale

The High Cost of Getting Ahead: How Effective Tax Rates Affect Work Decisions by Lower-Income Families
11 février 2016 – Alexandre Laurin

Where the Bucks Stop: A Shadow Federal Budget for 2016
16 mars 2016 – Alexandre Laurin et William B.P. Robson

Tapping the Land: Tax Increment Financing of Infrastructure
29 mars 2016 – Adam Found

Auditing the Auditors: Tax Auditors' Assessments and Incentives
5 avril 2016 – Kenneth J. Klassen

Controlling the Public Purse: The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2016
11 avril 2016 – Colin Busby et William B.P. Robson

Modernizing Business Taxation
31 mai 2016 – Robin Boadway et Jean-François Tremblay

Two Sets of Books at City Hall? Grading the Financial Reports of Canada's Cities
24 novembre 2016 – William B.P. Robson, Benjamin Dachis et Jennifer Y. Tsao

What do the Different Measures of GDP Tell Us?
8 décembre 2016 – Philip Cross

Business Tax Burdens in Canada's Major Cities: The 2016 Report Card
13 décembre 2016 – Adam Found et Peter Tomlinson

Promotion de la stabilité fiscale et financière

Le Canada est reconnu pour ses systèmes de finances, d'assurance et de pension bien réglementés. La stabilité et la viabilité de ces systèmes sont essentielles à la capacité des Canadiens de planifier leurs affaires économiques en toute confiance.

Ces systèmes doivent être constamment réévalués à la lumière de circonstances économiques, démographiques et extérieures plus larges, ainsi qu'à une évaluation mise à jour des risques. En même temps, une insistance excessive sur la viabilité et la stabilité ne devrait pas être au détriment des rôles fondamentaux de ces systèmes visant à financer de façon efficace la croissance économique.

En 2016, la recherche de l'Institut a abordé un certain nombre de ces enjeux et d'autres associés à la stabilité fiscale et financière. Par exemple, une publication de l'Institut a recommandé un renforcement du filet de sécurité afin d'aborder les répercussions sur le marché de pertes graves pour le secteur de l'assurance attribuables à un seul événement, comme un tremblement de terre ou un autre événement catastrophique. Une autre a proposé la mise en place par la Banque du Canada de facilités permanentes de liquidités accessibles en cas d'urgence afin de mieux se préparer à l'éventualité d'une autre crise financière grave.

Bien que les Canadiens qui prendront leur retraite au cours des prochaines années peuvent se sentir en sécurité comparativement aux retraités prochains dans plusieurs autres pays de l'OCDE, un débat vigoureux a eu lieu l'an dernier concernant la nécessité d'élargir le Régime de pensions du Canada ou même de créer un nouveau régime de retraite public en Ontario, en l'absence de l'expansion du RPC. Ce débat a eu lieu dans le cas d'une insuffisance présumée de l'épargne-retraite des Canadiens.

La recherche de l'Institut a cherché à éclairer ces discussions de plusieurs façons utiles. Compte tenu du débat sur la préparation à la retraite qui porte parfois à confusion, une étude de l'Institut a examiné cinq études souvent citées afin d'illustrer la manière dont différentes prescriptions en matière de politiques sur l'épargne-retraite pourraient découler d'évaluations relativement similaires des faits.

Une autre publication a fourni une évaluation exhaustive du « quatrième pilier » de la préparation à la retraite, sous la forme des actifs détenus par les Canadiens à l'extérieur de régimes d'épargne-retraite publics, au travail ou enregistrés, et qu'ils peuvent utiliser pour financer leur retraite. L'étude a suggéré que ce quatrième pilier contribue façon importante, quoique peu appréciée, à la préparation des Canadiens à la retraite.

Le travail de l'Institut a également permis de mieux comprendre les répercussions d'un RPC étendu sur les personnes à faible revenu et celles

Suite à la page suivante...

Conseil de compétitivité fiscale

PRÉSIDENT

Michael Horgan
Ancien sous-ministre des Finances, Canada

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Albert Baker
Deloitte Canada

Richard M. Bird
Université de Toronto

Ben Brunnen
Association canadienne des producteurs pétroliers

Marlene Cepparo
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Bev Dahlby
Université de l'Alberta

Ministère des Finances (observateur)

Ross Hagemeister
Cargill Limited

Gabriel J. Hayos
Comptables professionnels agréés du Canada

Joffre Hotz
Alberta Treasury Board and Finance

J. Rhys Kesselman
Université Simon Fraser

Brian Kingston
Conseil canadien des affaires

George McAllister
Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick

Kevin Milligan
Université de la Colombie-Britannique

William Molson

Luc Monty
Ministère des Finances du Québec

Angelo Nikolakakis
Couzin Taylor LLP / Ernst & Young L.P.

Michael J. O'Connor
Financière Sun Life Inc.

Nick Pantaleo, FCPA, FCA
Rogers Communications, Inc.

Jocelin Paradis
Rio Tinto Alcan

David Podruzny
Association canadienne de l'industrie de la chimie

Noeline Simon
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Michael Smart
Université de Toronto

Barbara Sulzenko-Laurie
Bureau d'assurance du Canada

Ted Tomkowiak
RBC

Thomas A. Wilson
Université de Toronto

d'un déclin probablement important des dépenses des retraités qui ont dépassé un certain âge sur les régimes de retraite de l'employeur.

Une politique macroéconomique solide fournit, par définition, le cadre large le plus propice à une croissance des niveaux de vie. Tandis que le nouveau gouvernement fédéral vantait le financement du déficit pendant une période de ralentissement économique, le budget fictif 2016 de l'Institut a démontré qu'un retour relativement rapide à un équilibre budgétaire au niveau fédéral pouvait non seulement être réalisé sans réduire le soutien essentiel dont dépendent les Canadiens pendant les périodes difficiles, mais également laisser de la place à des mesures bien réfléchies pour stimuler l'économie. L'Institut a continué à attirer l'attention sur le fardeau peu apprécié et les risques pour les contribuables associés aux régimes de retraite des employés fédéraux.

Deux publications de l'Institut ont examiné les questions auxquelles ont fait face la Banque du Canada et le gouvernement avant le renouvellement, en 2016, de l'entente relative à la cible de maîtrise de l'inflation. Dans cette veine, l'Institut a publié des recherches qui confirmaient les avantages du régime actuel de maîtrise de l'inflation et qui ont analysé la conduite de la politique monétaire dans un environnement où les taux d'intérêt sont peu élevés.

En 2016, l'Institut a fait plusieurs contributions originales visant à améliorer notre compréhension des données économiques, notamment grâce à la création d'un nouvel indice de diffusion des hauts et des bas économiques par secteur économique, sous l'égide du Conseil des cycles commerciaux de l'Institut, et à un examen plus spécifique de la réaction de la politique monétaire aux répercussions des chocs pétroliers. L'Institut a également publié un guide d'interprétation des différentes mesures du PIB utilisées par les agences de statistiques et les commentateurs économiques.

Conseils sur les politiques de l'Institut C.D. Howe

- Conseil des cycles commerciaux
- Conseil sur la politique de la concurrence
- Conseil sur la politique de l'énergie
- Initiative de recherche sur les services financiers
- Conseil de compétitivité fiscale
- Conseil sur les politiques en matière de santé
- Conseil de politiques sur le capital humain
- Conseil de politique économique internationale
- Conseil sur la politique monétaire
- Conseil national
- Conseil sur les politiques en matière de pensions

Initiative de recherche sur les services financiers

PRÉSIDENT

Nicholas Le Pan
Ancien surintendant des institutions financières, Canada, directeur, CIBC

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Zahir Antia
Banque du Canada

John Armstrong
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Peter Bethlenfalvy
CST Consultants Inc.

Paul Bourque
Institut des fonds d'investissement du Canada

Peter Bowen
Fidelity Investments

Andrew D. Brands
La Great-West Life Compagnie d'assurance-vie

Terry Campbell
Association des banquiers canadiens

Frank Chong
Financial Institutions Commission B.C.

Gérald Cossette
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

John Crean
Université de Toronto

Christopher Donnelly
Manuvie

Martha Durdin
Association canadienne des coopératives financières

Janet Ecker
Toronto Financial Services Alliance

Don Forgeron
Bureau d'assurance du Canada

Blake C. Goldring, M.S.M., CFA
AGF Management Ltd

Victor Gomez
Banque Scotia

Peter Hall
Exportation et Développement Canada

Gail Harding
Canadian Western Bank

Raza Hasan

Natalie Higgins
Intact Corporation financière

Philip Howell

Sheryl Kennedy
Promontory Financial Group Canada

Thorsten Koeppl
Université Queen's

Andrew Kriegler
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

David Laidler
Université Western Ontario

Peter Levitt
Banque Canadienne Impériale de Commerce

David Longworth
Université Carleton

Winsor MacDonell
Genworth Financial Canada

James MacGee
Université Western Ontario

Howie Millard
Groupe Financier Banque TD

Millan Mulraine
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Edward Neufeld

Greg Pollock
Advocis

Kevin Regan
IGM Financial Inc.

Kurt Reiman
BlackRock Asset Management

Jos Schmitt
Aequitas Innovations Inc.

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

Jennifer Sloan
MasterCard Canada

Rob Stewart
Ministère des Finances du Canada

Frank Swedlove
Canadian Life and Health Insurance Association Inc.

Robert Vokes
Accenture

Kevin Wright
Société canadienne d'hypothèques et de logement

Craig Wright
RBC

Société d'assurance-dépôts du Canada

ministère des Finances de l'Ontario

Conseil sur la politique monétaire

PRÉSIDENT

William B.P. Robson
Président-directeur général de l'Institut C.D. Howe

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Steve Ambler
Université du Québec à Montréal

Beata Caranci
Groupe Banque TD

Edward Carmichael
Ted Carmichael Global Macro

Michael Devereux
Université de la Colombie-Britannique

Thorsten Koeppl
Université Queen's

Stéfane Marion
Financière Banque Nationale

Angelo Melino
Université de Toronto

Douglas Porter
BMO Marchés des capitaux

Nicholas Rowe
Université Carleton

Avery Shenfield
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC)

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

Craig Wright
RBC

La recherche en 2016

Politique monétaire, services financiers et pensions

Looking for Liquidity: Banking and Emergency Liquidity Facilities
9 février 2016 – Jeremy Kronick

Mounting Evidence: Findings from Natural Experiments in Inflation Targeting
31 mars 2016 – Michael Parkin

Worse Than It Looks: The True Burden and Risks of Federal Employee Pension Plans
3 mai 2016 – William B.P. Robson et Alexandre Laurin

DC Plans and the ORPP: Why Fees Matter
11 mai 2016 – Barry Gros et James Pierlot

How Spending Declines with Age, and the Implications for Workplace Pension Plans
16 juin 2016 – Frederick Vettese

Toward the Next Renewal of the Inflation-Control Agreement: Questions Facing the Bank of Canada
29 juin 2016 – Steve Ambler

The Pressing Question: Does CPP Expansion Help Low Earners?
13 juillet 2016 – Kevin Milligan et Tammy Schirle

Taking the Economic Pulse: An Improved Tool to Help Track Economic Cycles in Canada
26 juillet 2016 – Jeremy Kronick

Fault Lines: Earthquakes, Insurance, and Systemic Financial Risk
3 août 2016 – Nicholas Le Pan

Ripple Effects: Oil Price Shocks and Monetary Policy
30 août 2016 – Steve Ambler

Assessing the Retirement Income Prospects of Canada's Future Elderly: A Review of Five Studies
20 septembre 2016 – Bob Baldwin

Vue d'ensemble : l'effet du quatrième pilier sur la préparation à la retraite
27 septembre 2016 – Jeremy Kronick et Alexandre Laurin

Swimming with Whales: How to Encourage Competition from Small Banks
4 octobre 2016 – John Jason

Putting Money to Work: Monetary Policy in a Low Interest Rate Environment
3 novembre 2016 – Steve Ambler

Takeover Rules: In Support of the Longer Minimum Bid Period
10 novembre 2016 – Sharon Geraghty

Génération d'une croissance et d'une prospérité plus solides

Au cours des décennies, le travail de l'Institut a amélioré notre compréhension des choix en matière de politique économique qui sont les plus importants pour assurer la prospérité des Canadiens.

Dans cet esprit, le travail réalisé par l'Institut en 2016 en matière de politique fiscale, d'infrastructure, d'énergie et de commerce a continué à mettre l'accent sur les façons dont les politiques peuvent stimuler des investissements productifs au Canada, aider les entreprises canadiennes à accéder à de nouveaux marchés, et éliminer ou réduire les obstacles existants à la croissance économique.

En 2016, l'Institut a publié une étude majeure recommandant la modernisation de l'impôt des sociétés, afin d'aborder les distorsions des décisions en matière de placements et de financement des entreprises par le système actuel et le fait que celui-ci décourage les prises de risques et les efforts d'innovation. De plus, l'Institut a mis à jour son ouvrage précurseur sur les taxes dans les villes canadiennes majeures, qui fait ressortir l'impact important, mais souvent négligé, des impôts fonciers commerciaux sur le fardeau fiscal global imposé aux nouveaux investissements des entreprises.

À la lumière de l'accent mis par les gouvernements du Canada sur la modernisation de l'infrastructure canadienne, l'Institut a publié un rapport sur la manière d'en avoir plus pour chaque dollar dépensé en infrastructure publique. Un autre rapport a démontré la manière dont les gouvernements locaux peuvent utiliser ce que l'on appelle le « financement par de nouvelles taxes foncières » pour financer certains types d'investissements.

En ce qui concerne l'énergie, l'Institut a fourni une vue d'ensemble des enjeux clés en matière de politique énergétique auxquels a fait face le nouveau gouvernement canadien, tandis qu'une autre étude a présenté des arguments convaincants en faveur d'une réduction de l'intervention politique dans le secteur de l'électricité de l'Ontario. Un autre rapport de l'Institut a soutenu que les émissions en amont de gaz en effet de serre ne devraient pas jouer un rôle dans l'évaluation des projets de pipeline réalisée par l'Office national de l'énergie, car elles sont déjà couvertes par le prix global des émissions fixé par les gouvernements.

Le plan du gouvernement fédéral visant à utiliser la tarification du carbone à l'échelle nationale pour réduire les émissions de carbone du Canada a inspiré plusieurs contributions de l'Institut concernant les façons les plus efficaces et les moins coûteuses sur le plan économique de réaliser cet objectif. Les contributions qui ont éclairé le débat sur les politiques comprenaient des rapports sur les manières d'associer les politiques en matière d'émissions de carbone des provinces canadiennes à un plan pancanadien, sur la façon dont les exportations canadiennes de GNL pourraient contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de réduction des GES, et sur le sujet complexe représenté par la meilleure façon de faire la promotion de technologies à faibles émissions dans le cadre de la solution politique.

En 2016, le travail de l'Institut sur la politique commerciale a inclus une vue d'ensemble des priorités commerciales canadiennes pour l'année, affirmant l'importance de nouvelles ententes commerciales pour obtenir un accès à des marchés importants ou en croissance rapide, et l'importance des efforts continus faits pour réduire les irritants commerciaux et frontaliers avec les États-Unis. Une barrière commerciale peu connue est le seuil peu élevé du Canada pour l'application de taxes et de droits sur les petits colis arrivant au Canada : le travail

Suite à la page suivante...

La recherche en 2016

Gouvernance publique

Two Sets of Books at City Hall? Grading the Financial Reports of Canada's Cities
24 novembre 2016 – William B.P. Robson, Benjamin Dachis et Jennifer Y. Tsao

Thinking Regionally: How to Improve Service Delivery in Canada's Cities
12 octobre 2016 – Zachary Spicer et Adam Found

Worse Than It Looks: The True Burden and Risks of Federal Employee Pension Plans
3 mai 2016 – William B.P. Robson et Alexandre Laurin

Controlling the Public Purse: The Fiscal Accountability of Canada's Senior Governments, 2016
11 avril 2016 – Colin Busby et William B.P. Robson

Kevin Uebelein

de l'Institut a démontré que le coût de la collecte de ces droits est supérieur aux revenus qui en découlent.

Tandis que les débats faisaient rage en Europe concernant le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, l'Institut a publié une étude démontrant que les dispositions de l'accord commercial ont répondu à des critiques légitimes clés du mécanisme de règlement des différends. L'Institut a également produit un examen approfondi des répercussions de l'Accord du Partenariat transpacifique qui a mal tourné, lequel a conclu que l'accord aurait un impact positif net pour le Canada, en particulier en raison du fait qu'il fournissait une plus grande certitude pour les exportateurs canadiens de services. L'Institut a également mis à jour son travail sur le commerce des services financiers, en identifiant des marchés étrangers potentiels clés que devraient cibler les négociateurs commerciaux du Canada pour tirer parti de la force croissante du Canada dans ce secteur.

Qu'il s'agisse de taxes, d'infrastructure, d'énergie ou de commerce l'Institut a continué en 2016 à contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et des options pour les décideurs qui souhaitent offrir de meilleurs niveaux de vie aux Canadiens.

Conseil des cycles commerciaux

PRÉSIDENT

Steven Ambler
Professeur d'économie, Université du Québec

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Paul Beaudry
Université de la Colombie-Britannique

Edward A. Carmichael
Ted Carmichael Global Macro

Philip Cross
Institut C.D. Howe

Stephen Gordon
Université Laval

Eric Lascelles
RBC

Stéfane Marion
Financière Banque Nationale

Angelo Melino
Université de Toronto

Angela Redish
Université de la Colombie-Britannique

Steven Ambler

Conseil de politique économique internationale

PRÉSIDENT DU CONSEIL

L'honorable Michael Wilson,
Président du conseil, Barclays Capital Canada; ancien ministre des Finances du Canada

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Lisa Baiton
Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Milos Barutciski
Bennett Jones LLP

David Bradley
Alliance canadienne du camionnage

Pablo Breard
Banque Scotia

Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting Inc.

John Curtis

Gitane De Silva
Alberta Ministry of Economic Development and Trade

Wendy Dobson
Rotman School of Management

Rick Ekstein
Weston Forest Products Inc.

Allan Gotlieb
Aurea Foundation

Peter Hall
Exportation et Développement Canada

Michael Hart
Université Carleton

Lawrence Herman
Herman & Associates

Ross Hornby
GE Canada

Caroline Hughes
Ford du Canada Limitée

Jim Keon
Association canadienne du médicament générique

Paul Lansbergen
Association des produits forestiers du Canada

Pierre Pyun
Bombardier inc.

Timothy Sargent
Affaires mondiales Canada

Victor Severino
Ministère du Développement économique et de la Croissance

Andrea Stairs
eBay Canada

Daniel Trefler
Rotman School of Management

Lorna Wright
Schulich School of Business

Financière Sun Life

Conseil sur la politique de la concurrence

CO-PRÉSIDENTS

Benjamin Dachis
Codirecteur de la recherche, Institut C.D. Howe

Adam F. Fanaki
Associé, examen de la concurrence et des investissements étrangers et litiges, Davies, Ward Phillips & Vineberg LLP

MEMBRES (au 30 avril 2017)

George N. Addy
Davies , Ward , Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Marcel Boyer, O.C.
CIRANO, Université de Montréal

Timothy Brennan
University of Maryland Baltimore County

Neil Campbell
McMillan LLP

Jeffrey R. Church
Université de Calgary

Renée Duplantis
The Brattle Group

Brian Facey
Blake Cassels & Graydon LLP

Peter Glossop
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Calvin S. Goldman c.r.
Goodmans LLP

Lawson A. Hunter c.r. LL.D.
Stikeman Elliott LLP

Susan M. Hutton
Stikeman Elliott LLP

Edward M. Iacobucci
Université de Toronto

Madeleine Renaud
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

L'honorable Marshall Rothstein
Ancien juge de la Cour suprême du Canada

L'honorable Konrad W. von Finckenstein, c.r.

Margaret F. Sanderson
Charles River Associates

Omar Wakil
Torys LLP

Roger Ware
Université Queen's

L'honorable Howard I. Wetston c.r.
Le Sénat du Canada

Lawrence J. White
New York University

Ralph A. Winter
Université de la Colombie-Britannique

La recherche en 2016

Concurrence, investissement, commerce et innovation

Learning from Mistakes: Improving Governance in the Ontario Electricity Sector
24 février 2016 – George Vegh

At the Global Crossroads: Canada's Trade Priorities for 2016
3 mars 2016 – Daniel Schwanen

Joint Venture: A Blueprint for Federal and Provincial Marijuana Policy
20 avril 2016 – Anindya Sen

Better in than Out? Canada and the Trans-Pacific Partnership
21 avril 2016 – Ali Dadkhah, Dan Ciuriak et Jingliang Xiao

Changing the Channel on Canadian Communications Regulation
25 mai 2016 – Daniel Schwanen et Benjamin Dachis

Rights of Passage: The Economic Effects of Raising the DMT Threshold in Canada
23 juin 2016 – Christine McDaniel, Simon Schropp et Olim Latipov

Clearing the Air: How Canadian LNG Exports Could Help Meet World Greenhouse Gas Reduction Goals
24 août 2016 – James W. Coleman et Sarah Marie Jordaan

Investor-state Dispute Settlement in CETA: Is it the Gold Standard?
24 octobre 2016 – Tony VanDuzer

Playing from Strength: Canada's Trade Deal Priorities for Financial Services
29 novembre 2016 – Daniel Schwanen, Jeremy Kronick et Ramya Muthukumaran

La recherche en 2016

Énergie et infrastructure

The Future of Canadian Energy Policy
7 janvier 2016 – Benjamin Dachis

Getting More Buildings for our Bucks: Canadian Infrastructure Policy in 2016
13 janvier 2016 – Benjamin Dachis

The National Energy Board's Limits in Assessing Upstream Greenhouse Gas Emissions
18 février 2016 – Benjamin Dachis et Grant Bishop

Learning from Mistakes: Improving Governance in the Ontario Electricity Sector
24 février 2016 – George Vegh

Tapping the Land: Tax Increment Financing of Infrastructure
29 mars 2016 – Adam Found

A Blueprint for Going Green: The Best Policy Mix for Promoting Low-Emissions Technology
19 juillet 2016 – David Popp

Clearing the Air: How Canadian LNG Exports Could Help Meet World Greenhouse Gas Reduction Goals
24 août 2016 – James W. Coleman et Sarah Marie Jordaan

Carbon Copies: The Prospects for an Economy-Wide Carbon Price in Canada
15 septembre 2016 – Tracy Snoddon

Conseil sur la politique de l'énergie

PRÉSIDENT

Elyse Allan, O.C.
Présidente-directrice générale de GE Canada

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Rick Anderson
i2 Ideas & Issues Advertising Inc.

Steve Baker
Union Gas Limited

Neil Bouwer
Ressources naturelles Canada (observateur)

Mark Cameron
Canadians for Clean Prosperity

Bruce Campbell
Independent Electricity System Operator (IESO)

Dave Collyer

Joseph Doucet
Université de l'Alberta

Timothy Egan
Association Canadienne du Gaz

Jim Ellis
Alberta Energy Regulator

Bob Espey
Parkland Fuel Corporation

Alexander Fritsche
Banque du Canada

Jeff Gaulin
Association canadienne des producteurs pétroliers

Goldy Hyder
Hill and Knowlton Strategies

Christine Kaszycki
Ministère du Développement du Nord et des Mines de l'Ontario

Rich Kruger
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Stuart Lee
EPCOR Utilities Inc.

Richard Légault, CPA, CA
Brookfield Renewable Power Inc.

Ron Loborec
Deloitte Canada

Hon. Sergio Marchi
Association canadienne de l'électricité

Mayo Schmidt
Hydro One Inc.

Blake Shaffer
Université de Calgary

Grant Sprague

David Taylor
Accenture

Brian Vaasjo
Capital Power Corporation

Coleen Volk
Alberta Energy

Hydro-Québec

Shell Canada Limitée

Steve Baker, Elyse Allan et Ross Hornby

Conseil de politiques sur le capital humain

CO-PRÉSIDENTS

Kathleen P. Taylor
Présidente du conseil d'administration de RBC

Neil Yeates,
Ancien sous-ministre, Citoyenneté et Immigration Canada

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Alejandro Adem
Mitacs Inc.

Serge Buy
Association nationale des collèges de carrières

Janet Ecker
Toronto Financial Services Alliance

Ross Finnie
Université d'Ottawa

Jane Friesen
Université Simon Fraser

William Greenhalgh
Human Resources Professionals Association

Andrew Heisz
Statistique Canada

Claudia Hepburn
The W. Garfield Weston Foundation

Louise Levonian
Emploi et Développement social Canada

Sheldon Levy
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle de l'Ontario

Kevin Milligan
Université de la Colombie-Britannique

Colleen Moorehead
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Nobina Robinson
Polytechnics Canada

Tammy Schirle
Université Wilfrid Laurier

Susan Scotti
Conseil canadien des affaires

Munir Sheikh

Lara Speirs
Randstad Canada

Heather Stockton
Deloitte

Joy Thomas
CPA Canada

Dino Trevisani
IBM Canada

Claudia Thompson
Accenture Canada

Alan Torrie
Morneau Shepell

Harvey Weingarten
Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur

Jay Yakabowich
Career Edge Organization

Neil Yeates and Kathleen Taylor

La recherche en 2016

Capital humain

Students in Jeopardy: An Agenda for Improving Results in Band-Operated Schools
28 janvier 2016 – Barry Anderson et John Richards

Job One is Jobs: Workers Need Better Policy Support and Stronger Skills
2 février 2016 – Craig Alexander

Unequal Access: Making Sense of EI Eligibility Rules and How to Improve Them
18 mai 2016 – David M. Gray et Colin Busby

Moving Parts: Immigration Policy, Internal Migration and Natural Resource Shocks
10 mars 2016 – Michel Beine, Robin Boadway et Serge Coulombe

Precarious Positions: Policy Options to Mitigate Risks in Non-standard Employment
2 décembre 2016 – Colin Busby et Ramya Muthukumaran

Lawrence Herman

Promotion des occasions pour les Canadiens

Pour un nombre trop élevé de Canadiens, la croissance de la prospérité globale du pays ne se traduit pas en occasions d'améliorer leur bien-être personnel. Notamment, les changements technologiques et démographiques présentent des occasions et des défis auxquels nos marchés du travail et nos systèmes de santé et d'éducation pourraient mieux réagir au bénéfice de tous les Canadiens.

Dans le cadre d'une série de rapports fournissant des suggestions en matière de politiques au gouvernement qui venait tout juste d'être élu à Ottawa, le travail de l'Institut faisait observer la nécessité d'un meilleur soutien politique et d'une meilleure formation pour les travailleurs canadiens afin de répondre aux besoins d'un marché du travail en rapide évolution. Des suggestions spécifiques à cet effet se trouvaient également au cœur des recommandations politiques d'une autre étude de l'Institut qui examinait les répercussions d'emplois non standard ou « précaires », en dépit du fait que l'étude a constaté que les emplois non standard n'augmentaient pas aussi rapidement qu'on le pense souvent.

Avec le nombre croissant des Canadiens sans emploi en 2015 et en 2016, particulièrement dans les régions dépendant des ressources naturelles, un rapport de l'Institut a approuvé le stimulus annoncé par le gouvernement fédéral relativement à l'admissibilité à l'assurance emploi pour les nouveaux arrivés sur le marché du travail et ceux qui y reviennent, et a recommandé une exigence moins élevée, plus uniforme sur le plan géographique et fondée sur les heures en matière d'assurance emploi. Dans la même veine, l'Institut a également abordé les changements au marché du travail canadien découlant des fluctuations abruptes du prix du pétrole, concluant que l'ouverture à des travailleurs étrangers temporaires, là où leur présence est nécessaire, devait être soigneusement calibrée pour ne pas éliminer des occasions pour des travailleurs qui représenteraient un ajout permanent au capital humain du Canada.

L'Institut a également continué à faire observer les coûts élevés de l'avancement sur le marché du travail, en raison des taux d'imposition effectifs élevés sur les familles à faible revenu. En se fondant sur des recherches antérieures sur les résultats scolaires peu satisfaisants des étudiants des Premières Nations, une autre étude a recommandé une plus grande insistance sur des objectifs mesurables et sur la responsabilité des bandes pour les étudiants vivant dans des réserves. Cela a été suivi d'un atelier où ont été présentés différents points de vue d'experts concernant les étapes suivantes.

Le travail réalisé par l'Institut en 2016 a également continué à se concentrer sur les questions d'abordabilité et de préparation des systèmes de santé et de soins de longue durée pour les défis prochains. Une étude a recommandé que les Canadiens qui en ont les moyens financiers soient

Suite à la page suivante...

encouragés à souscrire une assurance pour les soins de longue durée, afin de réduire le fardeau sur les générations futures. En même temps, la recherche de l'Institut a réaffirmé la nécessité de remettre en question les intérêts acquis dans le système médical, afin que les Canadiens puissent tirer pleinement parti des innovations médicales.

L'Institut a produit son évaluation annuelle afin de déterminer si la courbe des coûts de santé fléchissait autant que les projections budgétaires annuelles semblaient l'indiquer. Bien que, sur cette base, les augmentations d'une année à l'autre semblent limitées, cela ne tient malheureusement pas compte du fait que le total final des dépenses de chaque année est souvent supérieur au montant initialement prévu au budget. Cela signifie que cumulativement, les augmentations sont supérieures à ce que l'on pourrait penser en additionnant l'augmentation prévue pour chaque année.

Dans la même veine, dans le but d'évaluer la viabilité du système, l'Institut a également publié une étude des cycles antérieurs de booms et de contraintes en matière de dépenses publiques de santé, qui indiquait qu'il est possible que les limites provinciales actuelles sur les dépenses de santé soient au détriment de distorsions des dépenses dans certaines parties du système, et ne sont pas nécessairement viables pour cette raison.

Le résultat de ce travail est le fait que les incitations dans les systèmes de santé et de soins de longue durée doivent faire l'objet d'une réforme considérable pour que les Canadiens puissent compter sur ces systèmes pendant les années à venir.

Wendy Dobson

Charles Beach et Kevin Milligan

Harvey P. Weingarten

Hugh O'Reilly

Conseil sur les politiques en matière de pensions

PRÉSIDENT

Claude Lamoureux
Ancien président-directeur général du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Keith Ambachtsheer
Rotman International Centre for Pension Management

Leah Anderson
Ministère des Finances Canada

Bob Baldwin

Randy Bauslaugh
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

René Beaudry
Normandin Beaudry

Steve Bonnar

Peter Bowen
Fidelity Investments

Kathryn Bush
Blake, Cassels & Graydon LLP

Frank Swedlove
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Scott Clausen
Mercer

Owen Davies
Accenture

David Dodge
Bennett Jones LLP

Kim Duxbury
Financière Sun Life Inc.

Barry Gros

Malcolm Hamilton

Michel Leduc
Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Kashif Malik
JPMorgan Chase & Co.

Eric Mansour
Banque Scotia

Bernard Morency
Caisse de dépôt et placement du Québec

Chris Morley
OMERS

Leah Myers
Ministère des Finances de l'Ontario

Hugh O'Reilly
OPTrust

Jim Pesando
Université de Toronto

James Pierlot
Pierlot Pension Law

Thomas Reid
Financière Sun Life Inc.

Rob Ritchie La
Great-West Life Compagnie d'assurance-vie

Tammy Schirle
Université Wilfrid Laurier

Allan Shapira
Aon Hewitt

Noeline Simon
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Kevin Uebelein
Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)

Fred Vettese
Morneau Shepell

Kevin Wark
The Conference for Advanced Life Underwriting

Barbara Zvan
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Conseil sur les politiques en matière de santé

CO-PRÉSIDENTS DU CONSEIL

Tom Closson
Président-directeur général, Tom Closson Consulting.
ancien président-directeur général, Association des hôpitaux de l'Ontario

Dr Brian Postl
Doyen de la faculté de médecine, Université du Manitoba

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Owen Adams
Association médicale canadienne
Richard Alvarez
Richard Alvarez & Associates
Dr Carl Amrhein
Alberta Health
Lesia Babiak
Johnson & Johnson Inc. Canada
Norma Beauchamp
Fibrose kystique Canada
Dr Bob Bell
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario
Åke Blomqvist
Université Carleton
Steve Bradie
Green Shield Canada
Candace Chartier
Ontario Long Term Care Association
William Charnetski
Stratège en chef de l'innovation en santé de l'Ontario
Denise Cloutier
Pfizer Canada Inc.
Andrea Cohen Barrack
Fondation Trillium de l'Ontario
Anthony Dale
Association des hôpitaux de l'Ontario
Janet Davidson
David Dodge
Bennett Jones LLP
Will Falk
PwC LLP
Susan Fitzpatrick
Réseau local d'intégration des services de santé du Centre-Toronto
Stephen Frank
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Neil Fraser
Medtronic of Canada Ltd.
Kim Furlong
Amgen Canada Inc.
Michael Green
Inforoute Santé du Canada
Gerald Hartman
Independent Diagnostic Clinics Association
Fred Horne
Horne & Associates
Nicholas Kadysh
GE Canada
Alok Kanti
Bayer Inc.
Jim Keon
Association canadienne du médicament générique
Sénateur Michael Kirby
David O'Toole
Institut canadien d'information sur la santé
Christian Ouellet
Sandoz Canada Inc.
Sue Paish
Lifelabs
Matt Pepe
3M Canada
Ray Pisani
Alberta Blue Cross
John Rafferty
Institut national canadien pour les aveugles (INCA)
Erik Sande
Medavie Health Services
Marcel Saulnier
Santé Canada
Shirlee Sharkey
Saint Elizabeth Health Care
Dr Graham Sher
Société canadienne du sang
Cynthia Valaitis
HealthPRO Canada
Dr David Walker
Université Queen's
Kevin Wark
The Conference for Advanced Life Underwriting
Janet Yale
La Société de l'arthrite
Dre Jennifer Zelmer
Azimuth Health Group
Financière Manuvie

La recherche en 2016

Politiques en matière de santé

Shifting Towards Autonomy: A Continuing Care Model for Canada
19 janvier 2016 – Åke Blomqvist et Colin Busby

Challenging Vested Interests: National Priorities for Healthcare in 2016
20 janvier 2016 – Åke Blomqvist et Colin Busby

Le rapport Naylor et les politiques en matière de santé : le Canada a besoin d'un nouveau modèle
6 juillet 2016 – Åke Blomqvist et Colin Busby

Hold the Applause: Why Provincial Restraint on Healthcare Spending Might Not Last
9 août 2016 – Colin Busby et Livio Di Matteo

Healthcare Spending Decelerating? Not so Fast!
7 septembre 2016 – William B.P. Robson

John McCallum

Amélioration de l'efficacité de nos institutions

En 2016, le travail de l'Institut a continué à souligner la nécessité de la transparence du gouvernement lors de ses interactions avec ses citoyens, la nécessité de règles en matière de concurrence et de gouvernance qui appuient une économie canadienne plus efficace, et une réglementation qui atteint ses objectifs avec efficacité, notamment à la lumière des technologies changeantes.

Le bulletin annuel de l'Institut sur la responsabilité financière des ordres supérieurs de gouvernement du Canada a continué à tenir les gouvernements responsables de leurs actions. Dans de nombreux cas, les gouvernements ne présentent pas leurs données financières de façon à ce que les citoyens puissent suivre facilement les prévisions des revenus et des dépenses dans leurs budgets afin de les rapprocher avec les estimations des dépenses qui doivent être approuvées par les législateurs ou pour les rapprocher des chiffres finaux une fois ceux-ci publiés.

De même, l'Institut a évalué les rapports financiers des villes canadiennes. La plupart des villes canadiennes majeures utilisent des principes comptables peu cohérents et manquent de transparence dans les documents publics en ce qui concerne les chiffres clés dont a besoin le public pour comprendre les finances des villes.

À cheval entre les études sur la gouvernance urbaine et celles traitant de la compétition, un autre rapport de l'Institut a fait observer que l'amalgamation forcée et le partage des services parmi les villes ont généré peu d'économies d'échelle, tout en minant l'autonomie locale. Les provinces devraient plutôt aider les municipalités à améliorer la prestation de services en appuyant une gouvernance locale collaborative et flexible.

L'Institut a également publié un rapport qui recommandait que dans l'intérêt d'efforts plus efficaces de vérification des impôts, les mesures de la réussite des vérificateurs gouvernementaux devraient inclure une mesure des taxes finalement payées après l'épuisement de tous les appels et de toutes les décisions possibles des tribunaux.

Le Conseil sur la politique de la concurrence de l'Institut comprend des experts de pointe dans les domaines du droit de la concurrence et de l'économie. Le groupe a conclu que le gouvernement fédéral devrait étendre prudemment les types de mesures anticoncurrence contre lesquelles les parties privées, et pas seulement le Bureau de la concurrence, pourraient intenter des poursuites au Canada afin d'inclure les abus de position dominante. Le Conseil a également conclu qu'en ce qui concerne l'abus de position dominante, le gouvernement fédéral devrait modifier le but de la *Loi sur la concurrence* afin de protéger contre les torts causés à la concurrence en général, plutôt que les torts causés à des compétiteurs en particulier.

Suite à la page suivante…

De plus, l'Institut a publié une étude sur la manière d'encourager la concurrence de la part des petites banques, en calibrant mieux les exigences de la réglementation en fonction de la taille de ces institutions plus petites.

Ayant publié un rapport qui fulminait contre la prolongation de la période minimale d'offre pour les offres publiques d'achat hostiles envisagée à l'époque par les administrateurs canadiens de valeurs mobilières, l'Institut a publié un rapport en faveur de la période minimale d'offre plus longue, qui a fini par être mise en œuvre. Cette position contraire encourageait les organismes de réglementation des valeurs mobilières à surveiller les répercussions négatives possibles de la période minimale d'offre plus longue sur le nombre d'offres publiques d'achat.

Pour terminer, l'Institut a exprimé son opinion concernant deux enjeux importants en matière de réglementation figurant au programme des gouvernements en 2016, à savoir les télécommunications et la marijuana. Le rapport de l'Institut sur les télécommunications a démontré la manière dont Ottawa pourrait moderniser la réglementation des communications et les politiques culturelles à la lumière des changements technologiques. L'Institut a présenté un plan de réglementation pour la marijuana touchant la politique fiscale, la distribution et les condamnations criminelles afin de s'assurer que sa légalisation prévue ne présente pas de problèmes pour la santé ou la sécurité des Canadiens.

Carlos Leitão

David MacNaughton

Goldy Hyder

David Dodge

Conseil national

PRÉSIDENT

David Dodge
Conseiller principal, Bennett Jones LLP, ancien gouverneur de la Banque du Canada

MEMBRES (au 30 avril 2017)

Steve Ambler
Université du Québec à Montréal

Anita Anand
Université de Toronto

Åke Blomqvist
Université Carleton

Tom Closson

Marshall A. Cohen
Cassels, Brock & Blackwell, LLP

Sherry Cooper
Dominion Lending Centres

Leo de Bever

David F. Denison

Wendy Dobson
Rotman School of Management

Rupert Duchesne
Aimia Inc.

Janet Ecker
Toronto Financial Services Alliance

Rick Ekstein
Weston Forest

Jock A. Finlayson
Business Council of British Columbia

Timothy J. Hearn
Hearn & Associates

Lawrence Herman
Herman & Associates

Lawson A. Hunter c.r. LL.D.
Stikeman Elliott LLP

Sriram Iyer
Banque ICICI du Canada

Henry N.R. Jackman
E-L Financial Corporation Limited

David R. Johnson
Université Wilfrid Laurier

Thorsten Koeppl
Université Queen's

Nicholas Le Pan

John D. McNeil

Gary P. Mooney
Anderson Sinclair LLP

Edward P. Neufeld

Jeffrey Orr
Corporation financière Power

Hari K. Panday
Panvest Capital Corporation

John Richards
Université Simon Fraser

Guy Savard
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Gino Scapillati
PwC LLP

Kim Shannon
Sionna Investment Managers

Ray Sharma
Extreme Venture Partners

Kathleen P. Taylor
Conseil d'administration de RBC

Gordon G. Thiessen, O.C.

Craig Thorburn
Blake Cassels & Graydon LLP

Susan Wolburgh-Jenah
Aird & Berlis LLP

Événements sur les politiques en 2016

Les tables rondes, les conférences et les événements spéciaux informels de l'Institut, auxquels on ne peut participer que sur invitation, réunissent des dirigeants d'entreprise, des dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires et des chercheurs de niveau supérieur pour des discussions importantes sur des enjeux en matière de politiques. L'Institut a organisé les événements suivants en 2016 (en ordre chronologique) :

Bob Bell, sous-ministre, ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario
Progrès sur la stratégie Priorité aux patients
Déjeuner table ronde à Toronto
18 janvier

Jos Schmitt, chef de la direction, Aequitas Innovations
Compétitivité et efficacité : l'évolution des marchés des capitaux au Canada
Déjeuner table ronde à Toronto
20 janvier

Paul Godfrey, chef de la direction, Postmedia Group
L'évolution de la situation médiatique au Canada
Déjeuner table ronde à Toronto
26 janvier

Lou Eccleston, chef de la direction, TMX Group
Combustibles fossiles, dinosaures et fusées
Déjeuner table ronde à Toronto
28 janvier

Général Jonathan Vance, chef d'état-major de la défense, Forces armées canadiennes
Vision et priorités du chef d'état-major de la défense pour les Forces armées canadiennes
Déjeuner table ronde à Toronto
4 février

Diane Craig, présidente et chef de la direction, Ford du Canada Limitée
Ford : aller plus loin
Déjeuner table ronde à Toronto
9 février

Malcolm Hamilton, chargé de recherche principal à l'Institut C.D. Howe, avec Jim Keohane, président et chef de la direction de HOOPP
Effet de levier dans les fonds de pension du Canada
Déjeuner table ronde à Toronto
10 février

Brian Jean, chef de l'opposition officielle de l'Alberta
La crise économique et financière de l'Alberta : ce que peuvent faire les Albertains et les Canadiens
Déjeuner table ronde à Toronto
22 février

John Ruffolo, chef de la direction, OMERS Ventures
Place à l'évolutivité
Déjeuner table ronde à Toronto
23 février

Ian Russell, président et chef de la direction, IIAC; Wendy Rudd, vice-présidente principale, réglementation des marchés et politiques, OCRCVM; Raj Kothari, associé à PricewaterhouseCoopers; et Hugh Moncrieff, vice-président principal, Great-West Life
Le rôle de la réglementation dans les services financiers au détail
Déjeuner table ronde à Toronto
1er mars

John Stackhouse, vice-président principal, bureau du chef de la direction, RBC
Perturbation de masse : trente ans sur les premières lignes des médias
Événement en soirée à Toronto
3 mars

William Charnetski, stratège en chef de l'innovation en santé de l'Ontario
Un catalyseur pour la collaboration et la commercialisation
Déjeuner table ronde à Toronto
7 mars

James Arnett, ancien président du conseil, Hydro One; Jim Hinds, administrateur, Hydro One; et Bob Huggard, président et chef de la direction, OEA
La nouvelle réalité : les prix de l'énergie en Ontario
Déjeuner table ronde à Toronto
9 mars

Evan Siddall, président et chef de la direction, Société canadienne d'hypothèque et de logement
Pourquoi le logement est important pour la stabilité financière du Canada : idées sur les risques liés au marché du logement et rôle de la SCHL en matière de stabilité financière
Déjeuner table ronde à Calgary, conférence Web à Toronto
14 mars

Gaeton Caron, Executive Fellow, School of Public Policy de l'Université de Calgary; James Coleman, professeur adjoint, Université de Calgary; et Chris Bloomer, président et chef de la direction de CEPA
Se rendre sur les marchés : projets de ressources naturelles au Canada
Déjeuner table ronde à Calgary
22 mars

Christine Hogan, sous-ministre du Commerce international
Déjeuner table ronde à Toronto
30 mars
Commanditaire : Barrick Gold Corporation

Frances Woolley, professeure à l'Université Carleton; avec David Gray, professeur à l'Université d'Ottawa
Réforme de l'assurance-emploi
Déjeuner table ronde à Ottawa
31er mars

Activités sur les politiques en 2016 (suite)

Souper annuel des directeurs

Souper du Cercle des mécènes

Dave Mowat, président et chef de la direction d'ATB Financial
Vous êtes dans un pays (de redevances) du pétrole!
Déjeuner table ronde à Calgary
4 avril

John McCallum, ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
L'avenir de l'immigration au Canada : un pilier clé du développement du pays
Déjeuner table ronde à Toronto
5 avril

Paul Rochon, sous-ministre, ministère des Finances du Canada
Séance de renseignements après le dépôt du budget
Déjeuner table ronde à Toronto
7 avril
Commanditaire : Association des banquiers canadiens

Conférence sur les politiques fiscales
Conférence spéciale sur les politiques, Toronto
8 avril
Présentée par CPA Canada et l'Association canadienne d'études fiscales

Bonnie Lysyk, vérificatrice générale de l'Ontario; Michael Ferguson, vérificateur général du Canada; et président-directeur général de l'Institut C.D. Howe
Responsabilité fiscale dans le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada
Déjeuner table ronde à Toronto
11 avril
Rendu possible par un don généreux de la Hecht Foundation

Jennifer Keesmaat, planificatrice en chef, Cité de Toronto; Andy Byford, chef de la direction, Toronto Transit Commission; et Bruce McCuaig, président et chef de la direction, Metrolinx
L'avenir du transport en commun dans la région du Grand Toronto et de Hamilton
Déjeuner table ronde à Toronto
12 avril

Réunion sur l'éducation des Premières Nations
Conférence spéciale sur les politiques, Toronto
15 avril
Rendu possible par un don généreux de la Max Bell Foundation

Stéphane Marion, vice-président et économiste en chef, Financière Banque Nationale; Wayne Foster, directeur, division des marchés des capitaux, ministère des Finances; et Craig Alexander, vice-président de l'analyse économique, Institut C.D. Howe
À quoi point devrions-nous être inquiets du boom immobilier au Canada?
Déjeuner table ronde à Toronto
20 avril
Commanditaire : Financière Banque Nationale

Peter Hall, économiste en chef, Exportation et développement Canada; Scott Clark, professeur, Université Carleton; et Tim Egan, président et chef de la direction, Association Canadienne du Gaz
Répercussions des prix peu élevés du pétrole et du gaz au Canada
Déjeuner table ronde à Ottawa
20 avril

Richard Nathan, directeur général, Kensington Capital Markets; et Michael McDerment, cofondateur et chef de la direction, FreshBooks
Les entrepreneurs canadiens devraient-ils choisir du capital de risque américain?
Déjeuner table ronde à Toronto
25 avril

Tiff Macklem, doyen, Rotman School of Business; Robert Richards, président, Heathbridge Capital Management; et Peter Routledge, directeur général de la recherche sur les services financiers, Financière Banque Nationale
Obligations de reprise privée : est-ce vraiment mieux pour les contribuables?
Déjeuner table ronde à Toronto
26 avril

Diane Lebouthillier, ministre du Revenu National
La répression : assurer l'équité en matière d'impôts pour tous les Canadiens
Déjeuner table ronde à Montréal
27 avril

Kirstine Stewart, vice-présidente chargée des médias, Twitter Inc.
En conversation avec Kirstine Stewart
Déjeuner-conférence à Toronto
29 avril

Hugh O'Reilly, président-directeur général, OPTrust
Comment les régimes de retraite peuvent prospérer dans un monde très instable à taux d'intérêt peu élevé
Déjeuner table ronde à Toronto
5 mai
Commanditaire : Osler, Hoskin & Harcourt LLP

Frank McKenna, vice-président, Banque TD
L'avenir de la relation entre le Canada et les États-Unis
Déjeuner table ronde à Toronto
9 mai

Ray Boisvert, chef de la direction, I-SEC; avec John Proctor, vice-président chargé de la cybersécurité, CGI
Le piratage : protéger votre entreprise contre les cybermenaces
Souper du Cercle des mécènes
10 mai

Sommet du partenariat sur la santé
Conférence spéciale sur les politiques, Niagara-on-the-Lake
13 mai
Commanditaires : Bayer Canada, Cerner, IBM, Medavie, PwC LLP, St. Elizabeth Healthcare

David MacDonald, président et chef de la direction, SoftChoice
Libre cours à la productivité : le rôle de la technologie innovante dans la nouvelle économie du Canada
Déjeuner table ronde à Toronto
18 mars

Marie-Lucie Paradis

Linda Mantia, vice-présidente administrative, numérique, paiements et cartes, RBC; Anthony Di Iorio, responsable du service numérique, TMX Group; et Jeremy Clark, professeur, Université Concordia
Les technologies des chaînes de blocs et l'avenir de la finance
Déjeuner table ronde à Toronto
30 mai
Commanditaire : BMO Banque de Montréal

Pierre Arcand, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles
Alimenter l'économie québécoise : l'énergie comme source de croissance
Déjeuner table ronde à Montréal
30 mai
Commanditaire : Brookfield Renewable

Ann Cavoukian, directrice générale, Privacy and Big Data Institute, Université Ryerson
Chaque clic de la souris : l'incorporation intentionnelle de la protection de la vie privée dans tout ce qui concerne les mégadonnées
Déjeuner table ronde à Toronto
2 juin
Commanditaire : AIMIA

Kathleen Wynne, première ministre de la province de l'Ontario
Souper annuel des directeurs
7 juin
Commanditaire : Bennett Jones LLP

Simon Kennedy, sous-ministre, Santé Canada
Les priorités de Santé Canada pendant l'année à venir
Déjeuner table ronde à Toronto
8 juin
Commanditaire : Johnson and Johnson

Eldar Shafir, professeur de psychologie et d'affaires publiques William Stewart Tod, Université Princeton
La politique du comportement dans des contextes de pénurie
Souper annuel des chercheurs
9 juin
Rendu possible par un don généreux de Wendy Dobson

Warren Bell, chef de l'exploitation, OMERS; Owen Davies, directeur général, Accenture; et Rosemarie McClean, vice-présidente principale et chef de l'exploitation, OTPP
La perturbation numérique : comment la technologie apporte des innovations à la remise des pensions
Déjeuner table ronde à Toronto
13 juin
Commanditaire : Accenture

George Cooke, président du conseil, OMERS Administration; James Daw, ancien chroniqueur du Toronto Star; et Larry Ritchie, associé, Osler, Hoskin and Harcourt LLP
Examen des organismes de réglementation de la fiscalité de l'Ontario : une discussion avec le groupe d'experts
Déjeuner table ronde à Toronto
15 juin
Commanditaire : Toronto Financial Services Alliance

Richard Fadden, ancien conseiller en sécurité nationale du premier ministre
La sécurité nationale du Canada au XXIe siècle
Déjeuner table ronde à Ottawa
21 juin

L'honorable John Baird, ancien ministre des Affaires étrangères, avec Daniel Schwanen, vice-président de la recherche, Institut C.D. Howe
Discussion du groupe d'experts sur le Brexit
Déjeuner table ronde à Toronto
5 juillet

Christine Lagarde, directrice générale, Fonds monétaire international
Refonte du débat sur la mondialisation
Déjeuner table ronde à Toronto
13 septembre
Commanditaires : Citibank Canada et Osler, Hoskin and Harcourt LLP

Colin Busby, codirecteur de la recherche, Institut C.D. Howe; John Manley, président et chef de la direction, Conseil canadien des affaires; et Derek Newton, vice-président adjoint, Innovation, partenariats et entrepreneuriat, Université de Toronto
Le programme d'innovation du Canada : comment maximiser le potentiel économique du Canada pour remporter le siècle prochain
Déjeuner table ronde à Ottawa
14 septembre
Commanditaire : Johnson & Johnson

Jean-Yves Duclos, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
Des changements réels : apporter de l'innovation au programme de politique sociale au Canada
Déjeuner table ronde à Montréal
16 septembre

Toni Gravelle, chef des marchés financiers, Banque du Canada; avec Thorsten Koeppl, professeur, Université Queen's
En terrain inconnu : les taux d'intérêt négatifs au Canada
Déjeuner table ronde à Toronto
19 septembre
Commanditaire : RBC Marchés des Capitaux

Charles Bouchard, chef de l'exploitation, Lockheed Martin Canada; avec Whitney Lackenbauer, professeure, Université de Waterloo
La souveraineté dans l'Arctique : les menaces et les possibilités
Déjeuner table ronde à Toronto
26 septembre
Commanditaire : AGF Management Ltd.

David MacNaughton, ambassadeur du Canada aux États-Unis
Innovation, intégration et prospérité : L'avenir de la relation entre le Canada et les États-Unis
Déjeuner table ronde à Calgary
26 septembre
Commanditaires : CIBC et Enbridge

René Beaudry, associé, Normandin Beaudry; Bernard Morency, conseiller spécial, ancien premier vice-président déposants, stratégies et chef des opérations, Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ); et Luc Godbout, directeur du département des impôts, Université de Sherbrooke
Les pensions au Québec : de la RRQ au RPC
Déjeuner table ronde à Montréal
27 septembre

Michael Denham, président et chef de la direction, Banque de développement du Canada
Le développement de champions : comment les entrepreneurs canadiens peuvent dominer le monde
Déjeuner table ronde à Toronto
28 septembre
Rendu possible par un don de la Petman Foundation

Jeff Aarssen, vice-président principal, services de retraite collective, Great-West Life; Tammy Schirle, Université Wilfred Laurier; et Alexandre Laurin, directeur de la recherche, Institut C.D. Howe
L'expansion du RPC : les gagnants et les perdants
Déjeuner table ronde à Toronto
29 septembre
Commanditaire : Conference for Advanced Life Underwriting

Rich M. Kruger, président exécutif, président et chef de la direction, Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
Les perspectives du Canada en matière d'énergie
Déjeuner table ronde à Toronto
3 octobre
Commanditaire : Groupe Banque TD

Paul Fenton, vice-président principal et économiste en chef, Caisse de dépôt et placement du Québec; Malcolm Hamilton, ancien associé, Mercer; et Tim Sargent, sous-ministre adjoint, ministère des Finances du Canada
La crise de la dette des ménages au Canada
Déjeuner table ronde à Ottawa
13 octobre

Conférence sur le logement
Conférence spéciale sur les politiques, Toronto
17 octobre
Présenté par Canada Guaranty, l'Ontario Real Estate Association, Home Trust, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Mattamy Homes et Genworth Canada

Terry Stuart, dirigeant principal de l'information, Deloitte; avec Gabriel Woo, vice-président chargé de l'innovation, Banque Royale du Canada
Toute résistance est inutile : le nouveau mandat technologique pour les entreprises canadiennes
Souper du Cercle des mécènes
19 octobre
Commanditaire : Boyden Executive Search

Patrick Brown, chef du Parti progressiste conservateur de l'Ontario
Déjeuner table ronde à Toronto
20 octobre
Commanditaire : Manuvie

John Chen, chef de la direction, BlackBerry Ltd.
Déjeuner table ronde à Toronto
21 octobre

Kathleen Taylor, présidente du conseil, RBC
Créer votre propre capital humain
Série des futurs dirigeants
25 octobre
Commanditaire : RBC Financière

Jack Mintz, President's Fellow, School of Public Policy, Université de Calgary; avec Joseph Doucet, doyen, Alberta School of Business
L'économie de l'Alberta : diversifier ou doubler sa mise?
Souper annuel de Calgary
27 octobre
Commanditaire : GE Canada

Richard Alvarez

John Knubley, sous-ministre, Innovation, Science et Développement économique; Ajay Agarwal, Peter Munk Professor of Entrepreneurship, Université de Toronto; et Sabrina Geremia, directrice générale, solutions intégrées, Google Canada
Au-delà des mots à la mode : comment les entreprises canadiennes doivent innover pour prospérer
Souper du Cercle des mécènes
1er novembre
Commanditaire : Grant Thornton LLP

Kevin Uebelein, chef de la direction, Alberta Investment Management Corporation
Déjeuner table ronde à Calgary
3 novembre
Commanditaire : Groupe Banque TD

Dan Ciuriak, ancien économiste en chef adjoint, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, administrateur et associé, Ciuriak Consulting Inc.; Peter Hall, vice-président et économiste en chef, Exportation et développement Canada; et Ross Hornby, vice-président des affaires gouvernementales et de la politique, GE Canada, ancien ambassadeur du Canada à l'Union européenne
L'économie mondiale et les défis croissants relatifs au commerce international
Déjeuner table ronde à Ottawa
7 novembre
Commanditaire : Exportation et Développement Canada

Terry Stuart, agent en chef de l'innovation, Deloitte; John Ruffolo, chef de l'exploitation, OMERS Ventures; et Ian Collyer, associé, Boyden Executive Search
L'attrait technologie du Canada : faire du Canada le premier choix pour les talents technologiques mondiaux
Série des futurs dirigeants
9 novembre
Commanditaire : DeGroote School of Business

Jean Marc Gagnon, associé, Blakes, Cassels & Graydon LLP; Jean-Nicolas Guillemette, directeur général, Uber Québec; et Michel Leblanc, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Les taxes et les autres répercussions de l'économie du partage
Déjeuner table ronde à Montréal
10 novembre

Brian Vassjo, président et chef de la direction, Capital Power Corporation; avec John Matovich, directeur général principal, conseils financiers, Deloitte
Les coûts véritables de l'élimination du charbon
Déjeuner table ronde à Calgary
12 novembre
Commanditaire : Deloitte

Bob Hamilton, Commissaire du revenu et premier dirigeant, Agence du revenu du Canada
Les priorités de l'ARC pendant l'année à venir
Déjeuner table ronde à Toronto
14 novembre
Commanditaires : Open Text et Thomson Reuters

Carlos Leitão, ministre des Finances, Québec
La situation économique et financière du Québec
Déjeuner table ronde à Montréal
21er novembre
Commanditaire : Intact Corporation financière

Bjarne Graven Larsen, agent en chef des investissements, Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Recherche de rendements générateurs de croissance dans un environnement aux taux d'intérêt peu élevés
Déjeuner table ronde à Toronto
22 novembre
Commanditaire : JPMorgan Chase & Co.

Jim McCarter, ancien vérificateur général de l'Ontario; avec Bill Robson, président-directeur général, Institut C.D. Howe.
Faire la lumière sur les villes : la responsabilisation des municipalités au Canada
Groupe d'experts sur la responsabilisation des municipalités
24 novembre
Commanditaire : Hecht Foundation

Stephen S. Poloz, gouverneur de la Banque du Canada
La hausse des services et la montée de la nouvelle économie du Canada
Conférence annuelle des bienfaiteurs
28 novembre

Nicholas Le Pan, ancien surintendant des institutions financières; et Charles Brindamour, chef de l'exploitation, Intact Corporation Financière
Tremblements de terre et préparation des assurances
Déjeuner table ronde à Toronto
29 novembre
Commanditaire : Bureau d'assurance du Canada

David Dodge, ancien gouverneur de la Banque du Canada; conseiller principal, Bennett Jones LLP
Le rôle des politiques macroéconomiques dans une ère de stagnation économique mondiale
Déjeuner table ronde à Toronto
2 décembre

Kathleen Taylor, présidente du conseil, RBC; avec Neil Yeates, sous-ministre, Citoyenneté et Immigration Canada
Le talent d'abord : comment le Canada peut tirer parti de sa plus grande ressource
Souper du Cercle des mécènes
5 décembre
Commanditaire : Hugessen Consulting et Morneau Shepell

Jeremy Anderson, chef des services financiers mondiaux, KPMG; Terry Campbell, président, Association des banquiers canadiens; et Glenn Campbell, directeur des institutions financières et de la politique du secteur financier, Finances Canada
Tendances à surveiller dans les services financiers en 2017
Déjeuner table ronde à Toronto
5 décembre
Commanditaire : KPMG LLP

Paul Kovacs, directeur général, Institute for Catastrophic Loss Reduction; Don Forgeron, président et chef de la direction, Bureau d'assurance du Canada; et Norma Nielson, professeure et chaire en assurance et gestion du risque, Université de Calgary
Assurance et reprise après sinistre : Fort Mac et la Bow Valley
Déjeuner table ronde à Calgary
12 décembre
Commanditaire : Bureau d'assurance du Canada

Conférence sur les paiements
Conférence spéciale sur les politiques, Toronto
15 décembre
Présentée par CIBC, Visa Canada et l'Association des banquiers canadiens

Jim Fleck et invités

Caroline Hughes

Commanditaires des soupers

Bennett Jones
Your lawyer. Your law firm. Your business advisor.
www.bennettjones.com

imagination at work

Grant Thornton
An instinct for growth™

Boyden
interim management

HUGESSEN CONSULTING

Wendy Dobson

MORNEAU SHEPELL

Commanditaires des conférences

CPA CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS CANADA / COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS CANADA

CIBC

Home Trust

OREA Ontario Real Estate Association

VISA

Canada Guaranty

CMHC SCHL

CTF CANADIAN TAX FOUNDATION / FCF FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ

BAYER

ASSOCIATION DES BANQUIERS CANADIENS / CANADIAN BANKERS ASSOCIATION

Cerner

Genworth Canada

Commanditaires des conférences (suite)

Commanditaires des déjeuners tables rondes et des événements spéciaux

Commanditaires des déjeuners tables rondes et des événements spéciaux (suite)

Commanditaires des tables d'étudiants

En haut : **Richard Venn, Douglas Turnbull,Geoff Reeves, Royee Mendes et Peter Bethlenfalvy**

En bas à droite : **Claire Prashaw, Robyn Naylor et Reg Swamy**

En bas à gauche : **Nancy Zorzi et Aida Femandes**

Les membres de l'Institut en 2016

Particuliers

Babak Abbaszadeh
Andrew Abouchar
Lalit Aggarwal
Keith Ambachtsheer
E. James Arnett, c.r.
James C. Baillie
Bruce Barker
Donald Bennett
George Bezaire
William Black
David E. Bond
Bruce Browser
Steven Bright
Scott Burns
Robert Buttke
Peter Buzzi
Justin Caldwell
Robert C. Caldwell
Paul Cantor
Edward A. Carmichael
Brian Carter
Edmund Clark
Jack Cockwell
Marshall A. Cohen
David Copeland
Kendall E. Cork
Will Cornelissen
Bryan et Malkin Dare
Catherine Delaney
Ian Delaney
David F. Denison
Hélène Desmarais
Wendy Dobson
David Dodge
Rupert Duchesne
Robert Dunlop
Kevin Ellison
Don Ezra
Will Falk
John Farrow
George Fierheller
James D. Fleck
Paul Fletcher
Briar Foster
Chris Foster
Robert Gold
Peter Goring
Rob Graham BA, MBA, ICD.D
John A.G. Grant
Barry Gros
Douglas Grundy
Geoffrey Hale
Mary et Graham Hallward
Raza Hasan
Timothy J. Hearn
G.R. Heffernan
Garrett Herman
Lawrence Herman
Jim Hinds
Tim Hodgson
Igal Holtzer
Michael Horgan
Rebecca Horwood
The Petman Foundation
Paula Hughes
Hunter H. Douglas
Julien Hutchinson
Richard W. Ivey
Tom Jenkins
Jon R. Johnson
Marcel Kasumovich
John A. Kazanjian
Claire M.C. Kennedy
Jan Kestle
Thomas E. Kierans
Paul Kirkconnell
Anthony Lacavera
Robert Lamoureux
Michael Landry
Spencer Lanthier
David A. Leslie
Henry Lotin
Jeffrey Lozon
J.W. (Wes) MacAleer
Kevin MacKinnon
Stephen Marshall
Sabi Marwah
R.B. (Biff) Matthews
Gerald McCaughey
James P. McIlroy
Antony McManus
John D. McNeil
Mark McQueen
Jack Mintz
Bruce H. Mitchell
William Molson, CA
Gary P. Mooney
Edward P. Neufeld
Angelo Nikolakakis
Joe Nunes
David Oblender
Nick Pantaleo, FCPA, FCA
Steve Parker
Dani Peters
Paul Pryce
Donald S. Reimer
Kelly Reimer
G.L. Reuber
Robert F. Richards
William B.P. Robson
Del Rollo
W.P. Rosenfeld, c.r.
Guylaine Saucier
Gerald Schwartz
Ziv Shnitzer
Helen K. Sinclair
Paul G. Smith
Andrew Spence
Paul R. Stanley
Wayne Steadman
Daniel Sullivan
Christopher Sweeney
Catherine Swift
Thomas H.B. Symons
Richard Tattersall, Heathbridge Capital Management
John D. Tennant
Simon Thang
Bill Tholl
John M. Thompson
Craig C. Thorburn
Tom Trimble
Annette Verschuren
Warren Viegas
Michael Wenban
John Wilkinson
Ken Wilson, Coril Holdings
Alfred G. Wirth
David Wishart
Tom Woods

En haut : **Nos invités au souper du Cercle des mécènes**

En bas à droite : **George Huang, Jenn Labire, Kristin Gorkoff et Chase MacDougall**

En bas à gauche : **Khilola Zakhidova et Adrienne Wai**

Établissements d'enseignement postsecondaire

Université Carleton
DeGroote School of Business
HEC Montréal
Université McMaster
Université Queen's
Université de Calgary
Université Western Ontario
Université de l'Alberta
Université de la Colombie-Britannique
Université du Manitoba
Université de Toronto
Université Wilfrid Laurier

Associations, fondations et sociétés

3M Canada
Accenture
Advocis
Aequitas Innovations Inc
AGF Management Limited
Agnico-Eagle Mines Ltd.
Aimia
Alberta Continuing Care Association
Altus Group
AMJ Campbell
Institut canadien des évaluateurs
ARC Financial Corp.
Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite
Association des directeurs généraux, secrétaires et trésoriers municipaux de l'Ontario (ASTMO)
Assuris
ATB Financial
ATCO Ltd. & Canadian Utilities Limited
Barrick Gold Corporation
BASF Canada
Bayer Inc.
Bell Canada
Benecaid
Bennett Jones LLP
Berkeley Payment Solutions
BlackRock Asset Management
Blake Cassels & Graydon LLP
BMO Groupe financier
Bombardier Inc.
Borden Ladner Gervais LLP
Boyden
Brookfield Asset Management Inc.
Brookfield BRP Canada Corp
Burgundy Asset Management
Goal Group of Companies
Business Council of British Columbia
Conseil canadien des affaires
Banque de développement du Canada
C.S.T. Consultants Inc.
Cadillac Fairview Corp. Ltd.
Caisse de dépôt et placement du Québec
Chambre de Commerce de Calgary
Société d'assurance-dépôts du Canada
Canada Guaranty
Canada Overseas Investments Limited
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des banquiers canadiens
Société canadienne du sang
Conseil canadien des chefs d'entreprise
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne de pipelines d'énergie
Association Canadienne de Financement et de Location
Association Canadienne du Gaz
Association canadienne du médicament générique
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Institut canadien d'information sur la santé
Institut canadien de relations avec les investisseurs
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Institut national canadien pour les aveugles (INCA)
Chemin de fer Canadien Pacifique
Association canadienne d'études fiscales
Alliance canadienne du camionnage
Banque Canadienne de l'Ouest
Canadians for Clean Prosperity
Canam Group Inc.
Candor Investments Ltd.
Capital One
Capital Power Corporation
Capitalize for Kids
CareerEdge
Cargill Limited
Cenovus Energy Inc.
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Clairvest Group Inc.
CN
Cogeco Cable Inc.
Concentra Financial

Ryan Downey et Raquel Chu

Martha Varinsky et Darryl Mabini

CPA Canada
Deloitte
Groupe Desjardins
Devon Canada Corporation
Dominion Bond Rating Service (DBRS)
Fondation canadienne Donner
E.I. DuPont du Canada Limitée
Economap Inc.
Edco Financial Holdings Ltd.
Edmonton Economic Development Corporation
E-L Financial Corporation Limited
Enbridge
EnCana Corporation
Ensign Energy Services Inc.
Banque Équitable
Exportation et développement Canada
Fednav Limited
Fidelity Investments
First National Financial LP
Ford du Canada Limitée
Association des produits forestiers du Canada
Four Halls Inc.
GE Canada
Genworth Financial Canada
Gluskin Sheff + Associates Inc.
Google Canada Inc.
Gordon J. Homer Advisory Services
Grant Thornton LLP
Greater Saskatoon Chamber of Commerce
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Green Shield Canada
Harvard Developments Inc., A Hill Company
Healthcare Supply Chain Network
HealthPRO Canada
Hill & Knowlton
Home Trust Company
Hugessen Consulting
Human Resources Professionals Association (HRPA)
Husky Energy
Hydro One Inc.
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
Independent Diagnostic Clinics Association
Independent Electricity System Operator
Bureau d'assurance du Canada
Intact Corporation financière
Intuit
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières
Groupe Investors
J.P. Morgan Securities Canada Inc.
Fondation Jackman
Johnson & Johnson Inc. Canada
Kinross Gold Corporation
KPMG LLP
Lifelabs
MacKay CEO Forums
Maclab Enterprises
Magris Resources Inc.
Financière Manuvie
Mastercard Canada
Matco Investments Ltd.
Mattamy Homes
Fondation Max Bell
McCain Foods Limited
McCarthy Tétrault LLP
MD Physican Services
Medavie Health Services
Medcan Health Management Inc
Groupe Santé Medisys
Mercer
Metro Inc.
Metrolinx
Miller Thomson LLP
Morgan Meighen & Associates
Morneau Shepell
Banque Nationale du Canada
NAV CANADA
Association canadienne des pharmacies de quartier
Newfoundland and Labrador Employers' Council
Normandin Beaudry
OMERS
Secrétariat ontarien à la construction
Ontario Long Term Care Association
Ontario Power Generation Inc.
Ontario Real Estate Association
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Fondation Trillium de l'Ontario
OPTrust
Osler, Hoskin & Harcourt LLP
Parkland Fuel Corporation
Passeport pour ma réussite
Payments Canada
Persis Holdings Ltd
Pfizer Canada Inc.
Fondation Pirie
Potash Corporation of Saskatchewan Inc.
Power Corporation of Canada
Progress Energy Canada Ltd.
Promontory Financial Group Canada
Société d'indemnisation en matière d'assurances IARD
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
PwC Canada LLP
Qtrade Financial Group
Randstad
RBC
Repsol Oil & Gas Canada Inc.
Residential and Civil Construction Alliance of Ontario
Rogers Communications Inc.
Saint Elizabeth Health Care
Sandoz Canada Inc.
Banque Scotia
Shell Canada Limitée
Sionna Investment Managers
Groupe SNC-Lavalin Inc.
SpencerStuart
Summerhill Capital Management
Financière Sun Life Inc.
Groupe Financier Banque TD
Teck Resources Limited
TekSavvy Solutions Inc.
Telpay
La Société de l'arthrite
Conseil canadien pour les partenariats public-privé
The Conference for Advanced Life Underwriting
La Great-West, compagnie d'assurance-vie et London Life Compagnie d'Assurance-vie
The Guarantee Company of North America
The Institute for Competitiveness and Prosperity
Institut des fonds d'investissement du Canada
TMX Group Inc.
Toronto Financial Services Alliance
Chambre de commerce de la région de Toronto
Torys LLP
Transat A.T. inc.
Union Gas Limited
VIA Rail Canada Inc.
Visa Canada
Weston Forest Products Inc.
Willis Towers Watson PLC

Le personnel de l'Institut

Chercheurs 2016

CHARGÉS DE RECHERCHE INVITÉS

Steve Ambler
Åke Blomqvist
Dan Ciuriak
Adam Found
Edward Iacobucci
Thorsten Koeppl
Felix (Qing) Li
Kevin Milligan
John Richards
Blake Shaffer
Alex Usher

CHARGÉS DE RECHERCHE PRINCIPAUX

Richard Alvarez
Paul Beaudry
John Crow
John Curtis
Janet Davidson
Leo de Bever
Don Drummond
Drew Fagan
Ivan Fellegi
Claude Forget
Malcolm Hamilton
Lawrence Herman
Philip Howell
Lawson Hunter
Paul Jenkins
Warren Jestin
Thomas Kierans
Nicholas Le Pan
Louis Lévesque
John Murray
Edward Neufeld
Alex O'Brien
Andrew Spence
Grant Sprague
John Stackhouse
Gordon Thiessen
Konrad von Finckenstein
Howard Wetston
Mark Zelmer

CHARGÉS DE RECHERCHE

Charles Beach
Richard Bird
Marcel Boyer
John Chant
Miles Corak
Philip Cross
Bev Dahlby
James Davies
Michael Devereux
Donald Dewees
Erwin Diewert
Wendy Dobson
Pierre Duguay
Ross Finnie
Pierre Fortin
Michael Hart
John Helliwell
Ian Irvine
Mark Jaccard
David Johnson
Cally Jordan
J. Rhys Kesselman
David Laidler
David Longworth
James MacGee
Paul Masson
Angelo Melino
Frank Milne
Andrew Parkin
Michael Parkin
Christopher Ragan
Angela Redish
William Scarth
Tammy Schirle
Anindya Sen
Pierre Siklos
Arthur Sweetman
Michael Trebilcock
Daniel Trefler
William Watson
Thomas Wilson
Lorna Wright
Jennifer Zelmer

INTERNATIONAUX

Timothy Brennan
Willem Buiter
Martin Eichenbaum
Arnold Harberger
Peter Howitt
Lawrence White

Personnel de l'Institut

(au 30 avril 2017)

Colin Busby
Codirecteur de la recherche

Nairy Cappiello
Adjointe de direction du vice-président principal et chef de l'exploitation, coordonnatrice des ressources humaines du développement

Benjamin Dachis
Codirecteur de la recherche

Aline Emirzian
Directrice de bureau

James Fleming
Éditeur et vice-président des médias

Devan Gander
Agent principal de développement, conseils de politiques

Kristine Gray
Coordonnatrice principale, adjointe à la recherche et de direction du vice-président de la recherche

Aaron Jacobs
Chercheur

Rowena Jeffers
Contrôleuse

Allison Kehoe
Agente du développement, relations avec les membres

Hal Koblin
Directeur de l'avancement de la recherche

Jeremy Kronick
Analyste de politique principal

Alexandre Laurin
Directeur de la recherche

Parisa Mahboubi
Analyste de politique principal

Alex McBrien
Agent des communications

Madeleine Merrick
Gestionnaire d'événements

Polina Moskvina
Planificatrice d'événements

Duncan Munn
Vice-président principal et chef de l'exploitation

Kyle Murphy
Agent des communications

Ramya Muthukumaran
Chercheur

Farah Omran
Chercheur

Stéphane Paris
Agent principal de développement

Joan Price
Secrétaire générale et assistante de direction auprès du président-directeur général

Meghan Pritchard
Agente principale de développement, événements

Briana Richard
Coordonnatrice de bureau et du développement

William B.P. Robson
Président-directeur général

Daniel Safayeni
Directeur du développement et des relations avec les membres

Daniel Schwanen
Vice-président de la recherche

Dharti Thakkar
Coordonnatrice de bureau

Vincent Thivierge
Chercheur à temps partiel

Tammy Trepanier
Planificatrice d'événements

Mandy van Waes
Agente du développement, activités

Jacquelin Wong
Coordonnatrice d'événements

Christina Wong
Gestionnaire de la logistique des événements

Rosalie Wyonch
Analyste de politique

Yang Zhao
Graphiste

Personnel de l'Institut C.D. Howe

Madeleine Merrick avec invité

Ramya Muthukumaran,
Alex McBrien et Allison Kehoe

Alexandre Laurin avec invités

Aaron Jacobs avec invité

Daniel Safayeni et
l'honorable Kathleen Wynne

Jeremy Kronick

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de l'Institut C.D. Howe

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Institut C.D. Howe, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, le compte de résultat, l'état de l'évolution des soldes de fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut C.D. Howe au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.n.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Vaughan, Ontario
Le 3 mai 2017

Institut C.D. Howe
État de la situation financière
Au 31 décembre 2016

	2016	2015
	$	$
Actif		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**3 819 353**	3 224 691
Débiteurs	**223 126**	413 716
Charges payées d'avance	**83 251**	56 646
	4 125 730	3 695 053
Placements à long terme (note 4)	**5 788 637**	5 293 661
Immobilisations (note 5)	**733 759**	592 846
	10 648 126	9 581 560
Passif		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 6)	**356 990**	172 160
	2 058 832	1 799 032
	2 415 822	1 971 192
Passifs à long terme		
Apports en capital reportés	**189 873**	213 837
Loyers reportés	**186 783**	196 911
	376 656	410 748
	2 792 478	2 381 940
Soldes de fonds		
Fonds investis en immobilisations (note 7)	**543 886**	379 009
Fonds de fonctionnement	**1 539 225**	1 541 406
Fonds de dotation (note 8)	**5 772 537**	5 279 205
	7 855 648	7 199 620
	10 648 126	9 581 560

Approuvé par le conseil d'administration,

_____, président du conseil

_____, président du comité d'audit, des finances et des risques

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe
Compte de résultat
Exercice clos le 31 décembre 2016

	2016	2015
	$	$
Produits		
Apports et contributions	**4 413 658**	3 835 348
Produits tirés d'événements	**1 076 356**	991 513
Revenus de placement – gains réalisés	**17 362**	20 654
Revenus de placement – gains non réalisés	**4 550**	3 665
Vente de publications	**5 640**	11 360
Produits tirés de contrats	**12 787**	48 595
	5 530 353	4 911 135
Charges		
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets	**5 153 020**	4 728 932
Amortissement	**214 637**	114 971
	5 367 657	4 843 903
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	**162 696**	67 232

Institut C.D. Howe
État de l'évolution des soldes de fonds
Exercice clos le 31 décembre 2016

	Fonds investis en immobilisations	**Fonds de fonctionnement**	**Fonds de dotation**	**2016 Total**	2015 Total
	$	**$**	**$**	**$**	$
Soldes au début	**379 009**	**1 541 406**	**5 279 205**	**7 199 620**	7 078 674
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	**(190 673)**	**353 369**	**–**	**162 696**	67 232
(Pertes) non réalisé(e)s sur les placements (note 8)	**–**	**–**	**(16 169)**	**(16 169)**	(125 041)
Apports reçus au cours de l'exercice (note 8)	**–**	**–**	**137 785**	**137 785**	50 000
Revenus de placement (note 8)	**–**	**–**	**589 420**	**589 420**	343 275
Transfert aux apports reportés au cours de l'exercice (note 8)	**–**	**–**	**(217 704)**	**(214 704)**	(214 520)
Achat d'immobilisations	**355 550**	**(355 550)**	**–**	**–**	–
Soldes à la fin	**543 886**	**1 539 225**	**5 772 537**	**7 855 648**	7 199 620

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe
État des flux de trésorerie
Exercice clos le 31 décembre 2016

	2016	2015
	$	$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	**162 696**	67 232
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations	**214 637**	114 971
Amortissement des apports en capital reportés	**(23 964)**	(23 964)
Gains non réalisés sur les placements liés à l'exploitation	**(4 550)**	(3 665)
Amortissement des loyers reportés	**(10 128)**	(10 128)
	338 691	144 446
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulements		
Débiteurs	**190 590**	(306 352)
Charges payées d'avance	**(26 605)**	21 741
Créditeurs et charges à payer (note 5)	**45 133**	38 710
Apports reportés	**259 800**	123 338
	807 609	21 883
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations (note 5)	**(215 853)**	(107 951)
Achat de placements à long terme	**(4 507 710)**	(814 029)
Produit de la vente de placements à long terme	**4 017 284**	763 423
	(706 279)	(158 557)
Activités de financement		
Dotation et revenus, moins les charges et le transfert (note 8)	**493 332**	53 714
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	**594 662**	(82 960)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de l'exercice	**3 224 691**	3 307 651
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de l'exercice	**3 819 353**	3 224 691
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :		
Trésorerie	**376 238**	366 508
Équivalents de trésorerie	**3 443 115**	2 858 183
	3 819 353	3 224 691

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

Institut C.D. Howe
Notes complémentaires
31 décembre 2016

1. Description de l'organisme

L'Institut C.D. Howe (l'« Institut ») est un organisme sans but lucratif et indépendant créé à des fins d'éducation et de recherche. Il effectue des analyses indépendantes, commente les enjeux liés aux politiques publiques et convertit ses recherches spécialisées en mesures concrètes pouvant être prises par le gouvernement et le secteur privé. L'Institut est un organisme de bienfaisance enregistré et exonéré d'impôt en vertu du paragraphe 149 (1) (f) de la Loi de *l'impôt sur le revenu*. Il a été constitué en société par actions en vertu de la Partie II de la *Loi canadienne sur les sociétés par action*s le 23 avril 1958 et prorogé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le 6 juin 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, publiées par les Comptables professionnels agréés du Canada, au moyen de la méthode du report, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

Apports

Les apports sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, à moins que le donateur précise qu'ils sont liés à l'exercice suivant ou aux exercices suivants, auquel cas les apports sont reportés jusqu'à ce que les charges admissibles soient engagées. Les apports de matières et de services utilisés dans le cours normal des activités de l'Institut sont comptabilisés à leur juste valeur lorsque les montants peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dotations sont comptabilisées comme des augmentations directes des soldes de fonds. Les virements des fonds de dotation vers les apports reportés sont comptabilisés conformément aux ententes convenues avec les donateurs.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur lorsque l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers, à l'exception des placements à long terme, sont évalués au coût amorti. L'Institut a décidé d'utiliser l'option de la juste valeur aux fins de l'évaluation des placements à long terme, et toute variation subséquente de la juste valeur est comptabilisée au compte de résultat.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer si une indication de dépréciation existe. Dans l'affirmative, l'actif est déprécié et la perte de valeur connexe est comptabilisée au compte de résultat.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts productifs d'intérêts qui sont remboursables à vue et les titres canadiens dont les dates d'échéance initiales sont de trois mois ou moins.

Placements à court terme

Les placements à long terme sont comptabilisés d'après leur date de règlement, et tous les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire selon un taux annuel de 33 ⅓ % pour le matériel électronique, le matériel informatique et les logiciels et un taux annuel de 10 % pour le mobilier, les agencements et le matériel. Le matériel de conférence est amorti selon le mode linéaire sur six ans. L'affichage et les améliorations locatives sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Publications

Les publications ne sont pas comptabilisées à titre de stocks. Les coûts sont comptabilisés pour les publications dont la rédaction est en cours. Tous les coûts liés aux publications qui, à la fin de l'exercice, en sont à l'étape de la production sont passés en charges.

Apports en capital reportés

Les apports en capital reportés représentent les fonds reçus aux fins des améliorations locatives des bureaux et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Loyers reportés

Les loyers reportés, composés des commissions de location, des loyers gratuits et des loyers réduits, sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Incertitude relative à l'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. Les éléments qui comportent un niveau considérable d'estimations comprennent l'évaluation des placements à long terme, des créditeurs et charges à payer, des apports reportés et de la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Description des fonds

Fonds de fonctionnement
Les montants reçus, utilisés ou détenus par l'Institut à des fins de recherche et d'éducation sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement.

Fonds de dotation
Les fonds de dotation représentent les montants reçus donnés à titre de dotation par un tiers ainsi que tous les revenus de placement désignés comme n'ayant pas été dépensés.

Fonds investis en immobilisations
Dans les fonds investis en immobilisations est comptabilisé le coût des immobilisations engagé par l'Institut, moins l'amortissement cumulé et les apports en capital reportés non amortis.

3. Engagements

L'Institut a conclu un bail visant des locaux situés au 67 Yonge Street, à Toronto, en Ontario. Le bail expire le 30 novembre 2024. Les engagements minimaux futurs (excluant les frais d'exploitation) en vertu de ce bail se détaillent comme suit :

	$
2017	85 284
2018	85 284
2019	87 061
2020	106 608
2021 et par la suite	417 533
	781 770

4. Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés dans les fonds suivants :

			2016	2015
	Fonds de dotation	**Fonds non affectés**	**Total**	Total
	$	**$**	**$**	$
À long terme	**5 772 537**	**16 100**	**5 788 637**	5 293 661
Les placements à long terme sont composés des éléments suivants :				
Titres à revenu fixe			**1 802 559**	1 952 201
Titres de capitaux propres canadiens			**946 290**	1 724 255
Titres de capitaux propres américains			**1 509 941**	849 605
Titres de capitaux propres internationaux			**1 529 847**	767 600
			5 788 637	5 293 661

5. Immobilisations

			2016	2015
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur comptable nette**	Valeur comptable nette
	$	**$**	**$**	$
Mobilier, agencements et matériel	**462 548**	**349 117**	**113 431**	88 883
Matériel informatique et logiciels	**881 209**	**674 430**	**206 779**	56 852
Matériel électronique	**69 468**	**66 043**	**3 425**	5 879
Matériel de conférence	**92 866**	**68 166**	**24 700**	32 186
Affichage	**12 289**	**6 093**	**6 196**	6 978
Améliorations locatives	**726 310**	**347 082**	**379 228**	402 068
	2 244 690	**1 510 931**	**733 759**	592 846

Les immobilisations comprennent des achats effectués au cours de l'exercice de 355 550 $ (107 951 $ en 2015). De ce montant, une tranche de 139 697 $ (néant en 2015) était incluse dans les créditeurs et charges à payer au 31 décembre 2016.

6. Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer comprennent un montant de néant (néant en 2015) à l'égard de sommes à remettre à l'État.

7. Fonds investis en immobilisations

Le solde des fonds investis en immobilisations est composé des éléments suivants :

	2016	2015
	$	$
Immobilisations (note 5)	**733 759**	592 846
Apports en capital reportés	**(189 873)**	(213 837)
	543 886	379 009

8. Fonds de dotation

	Roger Phillips	Jack Mintz	Études spéciales	Sylvia Ostry	Politique monétaire	2016 Total	2015 Total
	$	$	$	$	$	$	$
Solde au début de l'exercice	1 131 496	227 669	2 267 066	719 309	933 665	5 279 205	5 225 491
Produits							
Apports reçus	–	–	–	–	137 785	137 785	50 000
(Pertes) gains non réalisé(e)s	(14 181)	(2 021)	(18 389)	12 323	6 099	(16 169)	(125 041)
Revenus de placement	138 137	27 554	272 862	58 304	92 563	589 420	343 275
	123 956	25 533	254 473	70 627	236 447	711 036	268 234
Virement aux apports reportés	(96 236)	(9 462)	(94 227)	(7 217)	(10 562)	(217 704)	(214 520)
Solde à la fin de l'exercice	1 159 216	243 740	2 427 312	782 719	1 159 550	5 772 537	5 279 205

Le fonds de dotation Roger Phillips a été constitué dans le but de favoriser les échanges en matière de politique sociale. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Jack Mintz a été constitué afin de financer la visite annuelle d'un expert éminent et la tenue d'un séminaire sur l'économie par ce dernier. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié aux études spéciales a été constitué afin de soutenir des projets spéciaux qui, autrement, seraient difficiles à financer au moyen des cotisations annuelles des membres. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Sylvia Ostry a été constitué dans le but d'organiser une conférence annuelle au nom de Sylvia Ostry sur un thème lié à la politique économique internationale, à laquelle participera un conférencier de marque. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié à la politique monétaire a été constitué en 2009 afin de soutenir la recherche, la production de publications et des événements permettant de mieux comprendre la politique monétaire canadienne et de fournir des conseils à cet égard. Au cours de l'exercice, des apports additionnels de 137 785 $ (50 000 $ en 2015) ont été reçus. Le capital doit être investi, et les revenus de placement gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Au cours de l'exercice, conformément aux souhaits des donateurs, un montant de 217 704 $ (214 520 $ en 2015) a été transféré aux apports reportés aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours de l'exercice 2017 et jusqu'en mars 2020.

Les fonds de dotation ont été investis dans des placements à long terme (note 4).

9. Régime de retraite

L'Institut est le promoteur d'un régime enregistré d'épargne-retraite collectif à l'intention de ses employés. La responsabilité de l'Institut se limite à verser des cotisations de contrepartie pour l'exercice, et celles-ci se sont élevées à 93 223 $ (87 675 $ en 2015).

L'Institut est le promoteur d'un régime de retraite agréé, et les cotisations pour l'exercice se sont élevées à 38 117 $ (35 457 $ en 2015).

10. Garanties

Dans le cours normal des activités, l'Institut conclut des ententes qui répondent à la définition de garantie. Les principales garanties de l'Institut sont les suivantes :

(a) Dans le cadre d'un contrat de location, l'Institut a pris des engagements d'indemnisation visant l'utilisation d'installations d'exploitation. Selon les modalités de ce contrat, l'Institut a accepté d'indemniser les contreparties pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, toutes les obligations, pertes et poursuites et tous les dommages-intérêts survenant pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.

(b) Une indemnisation a été accordée à tous les administrateurs et dirigeants de l'Institut pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, tous les coûts de règlement de poursuites ou d'actions en justice occasionnées par leur association avec l'Institut, sous réserve de certaines restrictions. L'Institut a souscrit une assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants afin de réduire le coût de toute poursuite ou action en justice éventuelle future. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais se limite à la période au cours de laquelle la partie indemnisée a agi à titre de fiduciaire, d'administrateur ou de dirigeant de l'Institut. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.

(c) Dans le cours normal des activités, l'Institut a conclu des ententes qui prévoient l'indemnisation de tiers, notamment des ententes de confidentialité, des lettres de mission qui l'engagent envers des conseillers et des consultants, des contrats d'impartition, des contrats de location, des contrats liés aux technologies de l'information et des contrats de service. Aux termes de ces ententes d'indemnisation, l'Institut peut être tenu d'indemniser des contreparties pour les pertes subies par celles-ci par suite de manquements à l'égard de déclarations, de violations de la réglementation, de demandes d'indemnisation liées à des litiges ou de sanctions légales imposées aux contreparties par suite de la transaction. Les modalités d'application de ces indemnisations ne sont pas définies de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement éventuel ne peut être raisonnablement estimé.

La nature de ces ententes d'indemnisation empêche l'Institut d'estimer de façon raisonnable l'exposition maximale en raison des difficultés liées à l'évaluation du montant du passif qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties. Par le passé, l'Institut n'a pas effectué de paiements considérables en vertu de ces ententes d'indemnisation ou d'ententes similaires; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers relativement à ces ententes.

11. Gestion du risque

L'Institut se conforme à un énoncé des politiques de placement, qui comprend les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les directives en matière de gestion de ses placements.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des prix du marché, que celles-ci résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché. Dans le but d'atténuer ce risque, l'Institut investit dans un portefeuille de placements diversifiés conformément à son énoncé des politiques de placement.

Risque de taux d'intérêt

L'Institut est exposé au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements à long terme. Les variations du taux d'intérêt préférentiel peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les produits d'intérêts de l'Institut. Une telle exposition augmentera en conséquence si l'Institut maintient un niveau d'investissement à long terme plus élevé dans l'avenir.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation et cause à l'autre partie une perte financière. Les politiques en matière de placement de l'Institut fournissent une définition des placements autorisés et prévoient des directives et des restrictions en ce qui a trait aux placements acceptables, ce qui réduit le risque de crédit.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue par suite des variations des taux de change. L'Institut investit dans des titres non canadiens et, par conséquent, il est directement exposé au risque de change, étant donné que la valeur des titres libellés en devises fluctuera en raison des variations des taux de change.

Devenez membre

Votre adhésion constitue un investissement philanthropique dans des travaux de recherche visant à faire progresser les systèmes, les structures et les politiques qui soutiennent nos entreprises et à améliorer le bien-être économique et social de tous les Canadiens. L'appui que vous fournissez à cet effort est d'une grande importance pour l'Institut.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'Institut, veuillez prendre contact avec : Stéphane Paris au 416 865-1904, poste 0238, ou à SParis@cdhowe.org

Appuyez l'Institut

Votre soutien personnel est essentiel pour permettre à l'Institut d'accroître son influence sur les politiques. L'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance, vous demande de prendre quelques instants pour faire un don personnel dès aujourd'hui. Pour faire votre don, vous pouvez nous téléphoner au 416 865-1904 ou envoyer un courriel à cdhowe@cdhowe.org.

Prenez contact avec nous

Vous pouvez prendre contact avec nous par téléphone au 416 865-1904 ou à cdhowe@cdhowe.org.

Institut C.D. Howe

67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8

Crédits : Directeurs des communications Alex McBrien et Kyle Murphy; Conception de Yang Zhao

www.cdhowe.org

Institut C.D. Howe, 67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8